Immigration : les droites emmurent l'Europe

La réforme de l'espace Schengen et le pacte asile et migration bafouent le droit international aux frontières. Un arsenal répressif et meurtrier pour les exilés. **P. 2**

MARDI 4 JUIN 2024. | N° 23955. | 2,70 € | www.humanite.fr

LE JOURNAL FONDÉ PAR JEAN JAURÈS
l'Humanité



MEXIQUE

UNE PRÉSIDENTE AU PAYS DES FÉMINICIDES

La candidate de gauche Claudia Sheinbaum s'est imposée le 2 juin avec près de 60 % des voix. D'immenses défis l'attendent : pauvreté, violence du narcotrafic et machisme, qui tue 10 femmes par jour. **P. 14**

PEDRO PARDO / AFP

BELGIQUE 2,80 € - MARTINIQUE, RÉUNION, GUADELOUPE 3 € - MAROC 34 MAD
M 00110 - 604 - F: 2,70 €

l'Humanité
MARDI 4 JUIN 2024.



JULIEN JAULIN/HANS LUCAS

Symbole

Il est des scrutins où les victoires sont plus que des victoires. Où la force du symbole terrasse toutes les arithmétiques. Pour la première fois, en deux cents ans d'histoire républicaine, le peuple mexicain vient de porter à sa tête une femme, Claudia Sheinbaum, féministe, de gauche, scientifique résolument engagée dans la lutte climatique. Une défaite sans appel, infligée par près de 60 % des suffrages à une large coalition de droite et d'extrême droite emmenée par Xóchitl Gálvez. Là est, d'ailleurs, le premier des symboles. Dans un pays, deuxième économie d'Amérique latine, gangrené par la violence du narcotrafic et meurtri quotidiennement, selon l'ONU, par une dizaine de féminicides, deux femmes se sont disputé la fonction suprême, dans la dernière ligne droite d'une des campagnes les plus violentes de l'histoire du Mexique.

Héritière et garante de la ligne politique de son prédécesseur, Claudia Sheinbaum a mis ses pas dans ceux d'Andrés Manuel López Obrador dont l'élection, en 2018, avait déjà marqué un virage historique. Développement des infrastructures publiques, lutte contre la grande pauvreté, revalorisation des pensions de retraite, augmentation du salaire minimum, nationalisation des grands énergéticiens… le mandat d'Amlo a conféré à son parti, Morena, une popularité ancrée, singulièrement auprès des classes populaires. Claudia Sheinbaum a capitalisé sur ce bilan. Et plus encore. En dépassant les espérances en nombre de voix, en renforçant, partout, les positions de son parti, en offrant à sa formation politique et à ses alliés la majorité parlementaire et la victoire dans au moins 7 des 9 États en jeu, la gauche mexicaine vient d'offrir aux progressistes du monde entier une leçon exemplaire.

> La gauche mexicaine vient d'offrir aux progressistes du monde une leçon exemplaire.

En Amérique latine comme ailleurs, c'est lorsqu'elle demeure fidèle à ses valeurs et intransigeante sur l'application de son programme que la gauche se renforce dans les urnes. Les compromissions, la tentation du centre et les petits arrangements libéraux, non seulement détruisent la confiance populaire mais précipitent, trop souvent, une alternance mortifère, en faisant triompher, in fine, la droite et son extrême. ■

Les droites au pouvoir renforcent l'Europe forteresse

IMMIGRATION Le démantèlement du droit international est un projet politique des dirigeants conservateurs et d'extrême droite des États membres. Ces gouvernements multiplient les mesures hostiles aux étrangers et se servent de l'institution pour entériner cette surenchère.

Libérales ou autoritaires, les droites sont au pouvoir dans presque tous les pays membres de l'Union européenne (UE). Souvent élues sur des discours hostiles aux étrangers, elles bâtissent des murs, instaurent des contrôles de plus en plus drastiques aux frontières, limitent l'accès aux droits fondamentaux des exilés et ont finalement toujours le dernier mot au sein de l'UE pour faire avancer leur projet d'Europe forteresse.

Le Conseil européen a adopté, le 24 mai, la nouvelle réforme de l'espace Schengen, votée par le Parlement européen au mois d'avril. Elle instaure la possibilité de limiter le nombre de points de passage frontaliers, de renforcer les mesures de surveillance aux frontières extérieures de l'Union, de réintroduire et prolonger les contrôles aux frontières intérieures, ainsi qu'une nouvelle procédure de transfert autorisant les États membres à renvoyer les ressortissants de pays tiers arrêtés dans la zone frontalière. « *Cela transforme l'espace Schengen en un lieu contrôlé par la technologie, où le profilage racial et les refoulements internes sont de fait légitimés* », a d'emblée dénoncé la Plateforme pour la coopération internationale sur les sans-papiers, affirmant que ces nouvelles règles donnent un feu vert aux contrôles au faciès.

> Au Portugal, de plus en plus de « migrants réduits en esclavage » dans le secteur agricole.

En les adoptant, les États membres n'ont, en réalité, fait qu'ajuster le droit européen à des pratiques déjà instaurées de longue date par bon nombre d'entre eux. Il ne s'agit pas seulement des pays tels que l'Autriche, la Pologne, la Slovaquie ou la Lituanie, qui n'ont pas hésité, ces dernières années, à bâtir des murs avec leurs voisins et à organiser des patrouilles conjointes à leurs frontières. Des pays se déclarant plus accueillants, à l'instar de la France ou de l'Allemagne, ont eux aussi rétabli les contrôles à leurs frontières nationales, usant de pratiques dénoncées de multiples fois par les ONG. Les destructions de biens et la mise en danger de personnes par les forces de sécurité ont été maintes fois documentées à Calais. Les contrôles au faciès sont régulièrement constatés à la frontière franco-italienne, tout comme le refoulement de demandeurs d'asile, même parfois mineurs.

CRÉATION DE CENTRES FERMÉS AUX FRONTIÈRES DE L'UE

Il en va de même concernant l'adoption, dix jours plus tôt, du pacte sur la migration et l'asile par ce même Conseil. Le texte instaure la création de centres aux frontières de l'UE dans lesquels les exilés seront enfermés, le temps


Un centre de détention près du village de Filakio, dans le nord-est de la Grèce. SAKIS MITROLIDIS/AFP

de l'examen de leur dossier, pour y passer des contrôles sécuritaires et sanitaires. En réalité, le gouvernement réactionnaire en poste à Athènes, en Grèce, gère déjà depuis plusieurs années ce type de lieux fermés sur les îles de la mer Égée. La présidente du Conseil transalpin, cheffe de file de l'extrême droite italienne, Giorgia Meloni, n'a pas non plus attendu le feu vert européen pour annoncer, à l'automne dernier, la création de centres de ce type en Albanie, dans le cadre d'un accord bilatéral avec Tirana.

Idem concernant le développement, prévu par ce même pacte, des accords avec des pays tiers, notamment en Afrique du Nord, pour limiter les flux migratoires. L'Italie comme la France travaillent depuis 2017 avec les milices libyennes. L'Égypte et la Tunisie se sont également vu livrer bateaux et armements, en plus des bataillons d'instructeurs, par plusieurs États européens. Le collectif de journalistes Lighthouse Reports a d'ailleurs récemment documenté comment *« l'Europe soutient, finance et participe directement à des opérations clandestines menées dans les pays d'Afrique du Nord pour abandonner chaque année des dizaines de milliers de personnes noires dans le désert ou dans des régions reculées afin de les empêcher de venir dans l'UE »*. Ce à quoi Ana Pisonero, une des porte-parole de la Commission européenne, s'est contentée de répondre, mi-mai, que ces pays *« restent des États souverains et contrôlent leurs forces nationales »*. Même l'Espagne, pourtant un des pays européens les plus progressistes et qui s'apprête à voter une loi garantissant aux personnes sans papiers un accès à son système de santé, est en train de prendre le même chemin. Madrid augmente ses versements à Nouakchott pour financer l'interception de davantage de canots d'exilés en route vers les Canaries. *« C'est un pas de plus vers la création d'une Europe forteresse »*, a vivement regretté, le mois dernier, Daniel Martinez, responsable de la communication du Service jésuite des réfugiés, en Espagne.

Au Danemark, l'instauration d'une « discrimination médicale » à l'égard des étrangers.

CAISSE DE RÉSONANCE DES DISCOURS DE HAINE

Quinze États membres de l'UE ont même enfoncé le clou, le 16 mai, en demandant à la Commission européenne de permettre le renvoi de demandeurs d'asile vers des pays tiers pour que leur demande y soit étudiée, comme le fait le Royaume-Uni avec le Rwanda.

Dans la quasi-totalité des pays de l'Union, les conditions de vie des exilés sont revues à la baisse. Au Danemark, des ONG dénoncent l'instauration d'une *« discrimination médicale »* à l'égard des étrangers. Au Portugal, d'autres évoquent une *« inquiétante hausse de migrants réduits en esclavage »* dans le secteur agricole. En Finlande, l'accès aux soins est conditionné à des règles durcies. Même l'Allemagne, qui avait largement ouvert ses bras aux réfugiés syriens, a adopté, en mars, une série de mesures dissuasives comme l'instauration de travaux d'intérêt général obligatoires pour les demandeurs d'asile, espérant ainsi en faire diminuer le nombre. En Suède, l'accès aux prestations sociales est, depuis peu, conditionné à un plafond de cumul des aides. Le gouvernement conservateur, allié à l'extrême droite, vient même d'annoncer la révocation de 10 000 permis de séjour, la rétention des déboutés du droit d'asile et l'organisation de charters pour massifier leurs expulsions.

La liste des mesures hostiles aux exilés prises par chaque État membre de l'UE s'allonge année après année. De pactes en réformes, l'institution valide régulièrement ces dérives droitières. L'UE devient, in fine, la caisse de résonance des pires discours de haine et une sorte de boîte à outils servant à la déconstruction du droit international que les gouvernements de droite et d'extrême droite ne cessent de bafouer aux frontières extérieures et intérieures de l'Union. L'éventualité d'une forte progression des partis xénophobes au sein du Parlement européen, lors des prochaines élections, éloigne chaque jour un peu plus du projet d'une Europe fraternelle et accueillante.

ÉMILIEN URBACH

Ces citoyens solidaires qui transforment l'UE en terre d'accueil

De Calais à Lampedusa, des Européens s'engagent chaque jour pour pallier les politiques inhumaines des États et venir en aide aux étrangers. Portraits de trois d'entre eux.

Aux frontières de l'Europe, en mer ou sur terre, ils sont des dizaines de milliers à faire ce qui leur semble juste : offrir un repas, un logis, une aide pour se déplacer, secourir ceux qui risquent la noyade ou les violences de forces de sécurité régies par des politiques xénophobes et violentes. Pour ces citoyennes et citoyens européens, l'humanité est une évidence. Loin des discours identitaires basés sur la peur de l'autre, ils agissent au quotidien pour faire évoluer les mentalités et tendre concrètement la main. Ils sont l'Europe solidaire, fraternelle et accueillante que les droites libérales ou autoritaires tentent de faire disparaître au profit du projet d'Europe forteresse. Elles et ils y résistent. ■

ÉMILIEN URBACH



CLAIRE MILLOT AU SECOURS DES EXILÉS BLOQUÉS À LA FRONTIÈRE FRANCO-BRITANNIQUE

Professeure de lettres dans le nord de la France, Claire Millot a choisi, au moment de la retraite, de s'investir dans le monde associatif. *« J'aurais pu rejoindre les Restos du cœur ou une toute autre association de solidarité*, explique la septuagénaire, *mais j'ai choisi de m'engager auprès de Salam parce que les exilés doivent être considérés comme des êtres humains à part entière et que ce n'est pas le cas. »* Chrétienne de par sa culture familiale, elle a pris, de petits déjeuners distribués en maraudes solidaires dans la région de Dunkerque, des responsabilités au sein de l'organisation jusqu'à en devenir secrétaire générale. *« J'ai abandonné l'idée que Dieu s'occupait de nous et j'ai décidé d'agir concrètement*, confie Claire Millot. *Jusqu'ici, je n'ai jamais eu peur, mais, aujourd'hui, la montée de l'extrême droite partout en Europe m'inquiète beaucoup. »* Pour cette retraitée active, la solution réside dans la population qui, confrontée aux réalités, a le pouvoir de réveiller l'espoir. *« La solidarité et la démocratie sont des bases communes aux peuples européens »*, veut-elle croire, en espérant qu'ils s'en souviennent ce 9 juin. ■

GIACOMO SFERLAZZO ARTISTE ITALIEN ENGAGÉ POUR LA CONSTRUCTION D'ESPACES FRATERNELS DE RENCONTRES

Artiste et marionnettiste, Giacomo Sferlazzo a choisi de vouer son engagement au réveil des consciences. À Lampedusa, la porte de l'Europe, ce barbu au regard noir organise régulièrement débats et rencontres politiques au cours desquels il ne mâche jamais ses mots à l'encontre des logiques racistes et sécuritaires de Giorgia Meloni, la présidente du Conseil des ministres italien, ou de l'Union européenne (UE). *« Je crois que c'est une institution antidémocratique et antipopulaire*, confie-t-il à *l'Humanité*, une semaine avant les élections européennes. *Nous devons travailler à la construction d'un espace politique, économique et culturel méditerranéen et à une nouvelle structure mondiale multipolaire.*



Lampedusa doit devenir le centre de la Méditerranée et non la périphérie militarisée de l'UE. » Pour cet artisan infatigable du lien social, cofondateur de Porto M, un lieu alternatif et culturel conçu comme une sorte de musée rendant compte du passage des exilés sur cette terre insulaire, *« les gens doivent être libres de pouvoir rester dans leur propre pays sans être bombardés ou pillés, et de voyager par des voies régulières sans risquer leur vie et sans devenir les nouveaux esclaves de l'UE »*. Sans quoi, *« l'UE doit être mise au rebut »*, lâche l'homme dont le regard rempli de dureté ne saurait cacher sa douceur d'âme. ■



ROGER JOB

GAËLLE HENKENS TRAVAILLEUSE SOCIALE BELGE, DEVENUE REPORTER D'IMAGES DE L'EXIL

Travailleuse sociale en Belgique, cette photoreporter autodidacte considère son engagement dans l'action humanitaire comme un geste politique. *« C'est ma manière de dire "bienvenue" »*, insiste la joviale quadragénaire engagée depuis quatre ans au sein des Pilotes volontaires. À bord d'un petit avion, les bénévoles de l'association observent les traversées d'exilés partis des côtes africaines pour signaler les canots en détresse aux centres de secours en mer. *« L'association m'a d'abord sollicitée pour un reportage photo sur son action*, explique Gaëlle Henkens. *Aujourd'hui, j'en suis un membre actif à part entière. »* Et son engagement ne s'arrête pas là. Durant l'hiver 2024, elle a accompagné en Tunisie un groupe de chercheurs de l'université de Gênes. *« J'ai pu documenter les déportations dans le désert des personnes à la peau noire interceptées en mer ou se promenant simplement dans les centres-villes*, affirme la jeune femme. *Les autorités tunisiennes ont mis en place un véritable système raciste et violent d'éloignement des exilés. »* Pour elle, l'ascension de l'extrême droite au sein de l'Union européenne (UE) se fonde sur une idéologie déconnectée de toute rationalité. À ses yeux, le scrutin du 9 juin doit permettre d'endiguer les dérives xénophobes des États membres de l'UE. ■

« J'ai pu documenter les déportations dans le désert des personnes à la peau noire interceptées en mer. »

Deux visions : la main tendue ou les barbelés

Les questions migratoires ont rythmé les débats de la campagne française. Si la gauche défend la dignité des migrants, la droite et l'extrême droite œuvrent pour davantage de répression.

Un seul sujet, deux débats. Si droite et gauche s'épanchent longuement sur la question de l'immigration pendant la campagne des européennes, ce n'est jamais avec les mêmes mots, encore moins avec les mêmes intentions. À gauche, le curseur est mis sur la création des conditions pour un accueil plus digne. À droite comme à l'extrême droite, la priorité est au repli et au renforcement des frontières. Pour quelles propositions ? *« Il ne sera plus accepté que des hommes, des femmes, des enfants fuyant la guerre, les dictatures ou les dérèglements climatiques soient traités avec inhumanité, voire qu'ils deviennent les otages des rivalités opposant les grandes puissances »*, revendique Léon Deffontaines, tête de liste du PCF. Pour cela, l'Amiénois entend faire de la politique d'aide au développement des pays d'origine une *« priorité »* de l'UE afin de *« lutter efficacement contre les causes qui contraignent à l'exil »*. À savoir *« délabrements sociaux, crises économiques, crise climatique, discriminations, terrorisme »*. En plus de mettre en place une *« clé de répartition et une solidarité d'accueil entre les États membres »*, ainsi que de vouloir en finir avec le pacte asile et migration, le candidat souhaite *« refonder »* l'organisation et les missions de Frontex, et la placer *« sous le contrôle démocratique des États »*.

« UN STATUT DE RÉFUGIÉ CLIMATIQUE ET ENVIRONNEMENTAL »

L'agence européenne de gardes-frontières et de gardes-côtes, dont la mission est de coordonner les opérations de contrôle et de surveillance des frontières extérieures terrestres, maritimes et aériennes, est aussi la cible de la cheffe de file insoumise Manon Aubry. *« Avec son agence meurtrière, Frontex, l'UE a fait de la Méditerranée et de la Manche des cimetières à ciel ouvert »*, explique-t-elle. D'où sa volonté de la remplacer par une agence européenne civile de sauvetage en mer et sur terre. Une exigence pas si lointaine de celle de Marie Toussaint, qui propose de financer le sauvetage en mer – tout comme Raphaël Glucksmann, qui défend le *« devoir de sauver »* –, bien qu'elle se distingue de ses concurrents avec sa proposition de création d'un *« statut de réfugié climatique et environnemental »* au sein de l'UE. Le statut de réfugié actuel, défini par la convention de Genève, reconnaît comme réfugiées les personnes contraintes de fuir leur pays du fait de menaces liées à leurs origines ethniques, leur religion, leur nationalité, leur groupe social ou leurs opinions politiques. Mais rien n'est prévu sur les conditions climatiques du pays d'origine.

À droite, on préfère largement les barbelés et l'érection d'une Europe forteresse. Chez Renaissance, Valérie Hayer propose d'augmenter le nombre de gardes-frontières et de garde-côtes, et de doubler celui de renvois de personnes. Pour elle, Frontex n'est pas un problème, bien au contraire, puisqu'elle propose d'élargir sa zone de missions afin qu'elle puisse même intervenir dans les territoires d'outre-mer. Volonté similaire du côté des « Républicains », qui se la jouent à la Trump, en proposant de *« redéployer des fonds européens inutiles vers la construction de barrières physiques à l'Est (murs, fossés, caméras, etc.) »*. À l'extrême droite, Jordan Bardella, candidat du RN, entend instaurer une *« double sécurité »*, autrement dit un contrôle aux frontières nationales et européennes. Marion Maréchal, pour Reconquête, appelle, elle, à une *« triple frontière »* (nationale, européenne et extra-européenne). Qui dit mieux ? Ils sont toutefois d'accord pour s'attaquer aux financements d'ONG qui viennent en aide aux migrants.



« Les Républicains » proposent de « redéployer des fonds européens inutiles vers la construction de barrières physiques à l'Est », comme ici à la frontière polono-biélorusse, dans le nord-est de la Pologne, le 8 juin 2022. WOJTEK RADWANSKI/AFP

L'IMMIGRATION EST LE DEUXIÈME SUJET DANS LES CHOIX DE VOTE

Si les différentes formations, de droite comme de gauche, se saisissent de cette question, c'est aussi parce que les Français y portent une attention de plus en plus importante. Selon une enquête Ipsos pour le Cevipof, *le Monde*, la Fondation Jean-Jaurès et l'Institut Montaigne, publiée cette semaine, l'immigration est désormais le deuxième sujet le plus déterminant dans les choix de vote. En 2019, il n'était qu'au quatrième rang des priorités. Cette ascension est confirmée par une autre étude, parue au même moment et réalisée par l'institut Odoxa pour *le Figaro*, dans laquelle l'immigration supplante le pouvoir d'achat comme *« enjeu qui compte le plus »*.

On peut imputer l'omniprésence de cette question au traitement médiatique : le sujet n'a été absent d'aucun débat télévisé entre les têtes de liste, contrairement au travail ou aux enjeux sociaux. Les sondés de la première étude ne s'y trompent pas, puisque 57 % d'entre eux disent avoir le sentiment que l'immigration est le sujet dont parlent le plus les candidats et les médias, loin devant le pouvoir d'achat (29 %) ou la guerre en Ukraine (27 %). Et le plus souvent de façon anxiogène. ■

ANTHONY CORTES

«S'affranchir des différences (…) pour accéder au visage du migrant permet de construire une société où la différence devient une richesse.» Emmanuel Levinas

LA FEMME DU JOUR


RENAUD MONFOURNY/LEEXTRA/OPALEPHOTO

Phoebe Hadjimarkos Clarke

Phoebe Hadjimarkos Clarke reçoit le prix du Livre Inter pour son roman *Aliène* (éditions du Sous-sol). Elle y mêle science-fiction et drame social, à partir de la rencontre entre une jeune femme de 20 ans, éborgnée par un tir de flash-ball dans une manifestation de gilets jaunes, et un sociologue qui enquête sur des récits d'enlèvements par des extraterrestres. L'héroïne accepte de garder une chienne, qui est le clone d'une chienne morte… Les ragots vont bon train dans le petit village. *Aliène* traite de la peur, de la révolte, du patriarcat, du salariat, de l'aliénation, de la question du genre, de la cause animale… Les dialogues sont bruts, sans guillemets. Phoebe Hadjimarkos succède à Mathieu Belezi, distingué en 2023 pour *Attaquer la terre et le soleil* (le Tripode).

MURIEL STEINMETZ



C'EST UN MONDE

L'état-major de Bardella instrumentalise les militaires

Le Rassemblement national veut faire parler la Grande Muette. Samedi, le parti d'extrême droite a publié sur ses réseaux sociaux deux affiches pour les élections européennes qui flirtent avec la légalité: «Je suis gendarme, je vote Bardella» et «Je suis militaire, je vote Bardella», montrant à chaque fois un individu de dos en uniforme. Or cette campagne, qui cible autant qu'elle instrumentalise ces corps de l'armée, semble contrevenir au devoir de réserve et au principe d'impartialité qui leur est imposé. Le RN s'est même fait taper sur les doigts par le directeur de la gendarmerie nationale, le général Christian Rodriguez: *«Vous semblez ignorer que le statut militaire interdit ce genre de message»*, a-t-il dénoncé, jugeant cette campagne *«inadmissible»*. Que Jordan Bardella et ses lieutenants se le tiennent pour dit.

L'œil de Babouse



LA BONNE NOUVELLE Le cancer du poumon en voie de guérison

Le congrès annuel de l'American Society of Clinical Oncology (Asco) qui se tient à Chicago a été l'occasion pour les spécialistes d'exposer deux études majeures de la lutte contre le cancer, ce dimanche 2 juin. L'une porte sur l'immunothérapie. Cette technique entraîne le système immunitaire à repérer les cellules cancéreuses et à les détruire. Appliquée à des patients atteints d'une forme agressive du cancer du poumon, elle permettrait de réduire de 27 % le risque de décès. La seconde étude porte sur une thérapie ciblée contre le cancer des non-fumeurs, face à un cancer du poumon causé par une mutation génétique. En bloquant la protéine responsable du cancer, elle permettrait à 65 % des patients d'éviter une rechute, contre 12 % des malades ayant reçu un protocole standard. Alors que le cancer du poumon cause près de 2 millions de morts par an, *«guérir d'un cancer du poumon n'est désormais plus un fantasme»*, selon Nicolas Guiraud, onco-pneumologue à l'Institut Curie.

VINCENT TARTAR

L'ACTUALITÉ SUR L'HUMANITÉ.FR

Justice Six hommes sont rejugés en ce moment à Paris dans le volet financier de l'affaire Karachi. Trois décennies après les faits et quatre ans après leur condamnation, le 15 juin 2020, ils sont de nouveau au tribunal, soupçonnés d'avoir joué un rôle dans un système de commissions occultes en marge de contrats d'armement ayant alimenté la campagne présidentielle d'Édouard Balladur en 1995.

Kanaky - Nouvelle-Calédonie Le FLNKS, mouvement indépendantiste, hausse le ton à l'égard d'Emmanuel Macron et exige que le président de la République abandonne la réforme constitutionnelle à l'origine de la crise. Le dégel du corps électoral voulu par le gouvernement est de nature à mettre en péril le processus de décolonisation de l'archipel du Pacifique.


BRUNO ARBESU

LE BILLET DE MAURICE ULRICH

Coupables

Salauds de pauvres. Dans *la Traversée de Paris*, Gabin était très en deçà de la vérité. Car, à qui la faute si l'agence Standard & Poor's a dégradé d'un demi-A la note de la France? Dominique Seux, directeur délégué de la rédaction des *Échos* et chroniqueur économique depuis quinze ans à France Inter, l'a dit: *«Tous coupables!»* En écho dans *les Échos*, l'éditorial signé Lucie Robequain nous dit pourquoi: la faute, *«c'est celle de ces millions de Français pétris d'égoïsme et de conservatisme qui défendent chacun leurs avantages – là, une niche fiscale; ici, une aide sociale –, en réclamant la gratuité de la santé, de l'éducation et des services publics»*… Comment ne pas saluer alors le formidable combat du ministre de l'Économie et des Finances Bruno Le Maire? Nous avons un niveau de dette élevé dit-il, *«parce que j'ai sauvé l'économie française. J'ai sauvé les usines, les restaurateurs (…) J'ai sauvé des emplois»*… Mais maintenant, il va falloir rembourser *«avec des réformes de structure, des économies sur les dépenses»*. Les coupables vont payer.

C'EST UN SCANDALE

Un Guantanamo à l'israélienne?

Loin des regards, dans le désert du Néguev, à 30 kilomètres de Gaza, des Palestiniens sont torturés et opérés sans anesthésie. L'ONG israélienne Physicians for Human Rights rapporte: *«À Guantanamo, en vingt ans, 20 personnes ont perdu la vie. Mais là, en six mois* (dans la prison militaire de Sdei Teiman), *on parle de 40 morts. C'est peut-être pire que Guantanamo.»* France 24 et France Info relaient le témoignage d'un chirurgien passé par l'hôpital de campagne du centre de rétention: *«Les patients n'ont pas de nom. Ils sont disposés sur deux rangées. Il y a entre 15 et 20 détenus. Ils sont tous attachés et restent allongés sur des lits. Ils ne peuvent pas bouger. Ils ont les yeux bandés. Ils sont nus.»* Il accuse Israël *«d'une violation assumée de la convention de Genève»* et dénonce *«des tortures physiques et psychologiques»*.

En Seine-Saint-Denis, pas de « quartiers » pour les jeunes ?

JOP 2024 La préfecture est soupçonnée de vouloir utiliser le dispositif « Quartiers d'été » pour éloigner les adolescents pendant la période des jeux Olympiques. Si le préfet dément formellement ces accusations, des associations dénoncent, de leur côté, un procédé « discriminatoire ».



Le 19 juillet 2023, à La Courneuve (Seine-Saint-Denis). GUILLAUME CLÉMENT/HUMANITÉ

Mis en place au lendemain du Covid, en 2020, le dispositif « Quartiers d'été », à la charge des départements, permet à des associations et collectivités territoriales de proposer, durant la période estivale, des activités et des séjours aux habitants des quartiers prioritaires. Or, dans une lettre publiée le 28 mars, adressée aux maires et associations, et révélée par nos confrères du Bondy Blog, la préfète déléguée à l'égalité des chances en Seine-Saint-Denis, Isabelle Pantèbre, indique *« qu'une attention sera particulièrement portée dans la sélection des projets proposant des séjours à l'extérieur du département »*. Une précision qui n'apparaît pas dans les appels à projet des autres départements de la région Île-de-France.

Certaines associations ont vu dans cette indication un moyen d'éloigner les jeunes des quartiers prioritaires hors de Seine-Saint-Denis pendant la période des jeux Olympiques. *« On nous a indiqué, lors d'une réunion publique à Saint-Denis, qu'il y aurait des crédits supplémentaires pour organiser des séjours cet été »*, explique Diangou Traoré, présidente de l'association Franc-Moisin citoyenne à Saint-Denis, qui précise avoir refusé la subvention. *« Même si aucune date précise n'a été indiquée, j'ai compris cette annonce comme un dispositif qui permettait de faire partir les jeunes pendant les jeux Olympiques*, poursuit-elle. *C'est une très bonne idée de proposer de l'argent aux habitants des quartiers populaires pour faire des activités socioculturelles. Après, je préférerais que cette enveloppe financière soit présente à n'importe quel moment de l'année. »*

RIEN DE TEL DANS LES HAUTS-DE-SEINE

Pour Aly Diouara, président et cofondateur de l'association La Seine-Saint-Denis au cœur, *« c'est un appel à projet profondément discriminatoire, sinon raciste. Pourquoi n'a-t-on pas envoyé la même lettre de cadrage dans les Hauts-de-Seine ou les Yvelines »* ? S'il ne souhaite pas jeter l'opprobre sur les associations ayant accepté la subvention, le responsable associatif précise que *« ce n'est pas la rubrique séjours qui est problématique en soi puisqu'elle existait déjà avant. C'est le fait que l'accent soit mis sur des projets de séjours qui se déroulent pendant les jeux Olympiques et hors de l'Île-de-France. Je ne vois pas comment je pourrais l'interpréter autrement que comme un souhait d'exclure les jeunes du 93 de cette fête populaire vendue comme inclusive » !*

Interrogé à ce sujet par *l'Humanité*, le préfet de Seine-Saint-Denis, Jacques Witkowski, récuse toute volonté de l'État de *« vider les quartiers »*. *« Ces accusations sont complètement fausses ! Les volets séjours ont toujours existé. La seule différence, c'est que nous avons obtenu plus de crédits cette année pour organiser davantage de voyages cet été. En 2024,* ■■■



l'opération "Quartiers d'été" est dotée d'un budget de 5 millions d'euros, auxquels se rajoutent 700 000 euros supplémentaires. Cela va nous permettre d'organiser entre 120 et 130 séjours, contre 76 en 2023 »*, détaille le haut fonctionnaire. « *Cette enveloppe répond à une forte demande qui émane des associations et des collectivités. Les dates des séjours sont choisies par les structures. Actuellement, 228 projets de séjours sont en cours d'instruction.* »

UN DISCOURS SÉCURITAIRE LOIN DE L'ESPRIT DE FÊTE

Du côté du département, le ton se veut rassurant. « *S'il y a des crédits supplémentaires pour organiser plus de séjours, c'est très bien. Nous sommes évidemment franchement opposés à ce que ces voyages se déroulent pendant la période des Jeux. Je pense qu'il y a suffisamment de temps, entre la fin des cours et le début des épreuves, pour qu'ils soient organisés à ce moment-là. Y compris pendant la période intermédiaire entre jeux Olympiques et Paralympiques* », précise Stéphane Troussel, président du département de la Seine-Saint-Denis, qui a lui-même interpellé le préfet à la suite de l'alerte des associations qui redoutent une tentative d'écarter leurs bénéficiaires. « *Il m'a assuré que ce n'était pas l'objectif. Si tel était le cas, je le ferais ouvertement savoir ! Notre but est de faire en sorte que les habitants de Seine-Saint-Denis gardent un souvenir mémorable des jeux Olympiques* », poursuit-il.

Gilles Poux, maire de La Courneuve, évoque à propos de la lettre du 28 mars une « *formulation maladroite* ». « *C'est en contradiction avec le travail que nous menons depuis des mois. J'ai interpellé le préfet là-dessus, qui a démenti. Il y a eu un peu d'emportement dans la manière de dire les choses. Soyons réalistes, même s'ils mettent quelques centaines de milliers d'euros en plus, ce n'est pas cela qui va permettre à l'ensemble des jeunes de quitter le département* », pointe l'élu qui se refuse à remettre en cause le dispositif « Quartiers d'été ». « *C'est une bonne chose de proposer des séjours. En 2023, 2 350 jeunes de la commune sont partis en vacances. On espère en faire partir davantage cet été* », assure-t-il, dénoncant cependant le climat sécuritaire qui règne depuis plusieurs semaines : « *On parle plus des questions de sécurité que de la fête. C'est dramatique cette façon d'aborder les choses. On assiste à un surdéploiement sécuritaire comme si chaque citoyen avait envie de faire sauter une bombe. Même s'il ne faut pas être naïf, je trouve hallucinant de parler uniquement de cet aspect. Nous nous battons au contraire, depuis des mois, pour que la fête soit belle en Seine-Saint-Denis !* » Son caractère inclusif, souvent promis, reste encore à prouver.

BÉRÉNICE PAUL

À l'approche des jeux Olympiques, le nettoyage social s'intensifie

Les expulsions de lieux de vie informels se multiplient depuis un an, selon un rapport du collectif le Revers de la médaille, paru le 3 juin. Un seul but : faire place nette avant les JOP de Paris 2024, quoi qu'il en coûte en termes de santé et de sécurité des plus fragiles.

Lors des jeux Olympiques de Pékin, 1,5 million de personnes précaires ont été expulsées de leur lieu de vie. Lors de ceux de Rio, le nettoyage social a fait 77 000 victimes. Combien pour Paris 2024 ?

Alors même que la candidature française a été motivée par l'engagement de produire des jeux « *inclusifs et solidaires* », le rapport publié ce lundi par le collectif le Revers de la médaille laisse augurer un bilan peu reluisant.

Selon le décompte établi par les 102 associations de solidarité, qui alertent depuis huit mois sur les conséquences sanitaires et sociales des JOP sur les publics les plus fragilisés, 12 545 personnes ont été chassées de leur habitat précaire entre le 1er mai 2023 et le 30 avril 2024 en Île-de-France. En une année, 138 lieux de vie ont ainsi été vidés et/ou détruits (dont 64 bidonvilles, 34 camps de tentes et 33 squats), contre 121 en 2021-2022 et 122 pour 2022-2023. Soit une augmentation de 38,5 % depuis deux ans.

Parmi les personnes expulsées, 3 434 étaient mineures, soit deux fois plus que l'an dernier, et presque trois fois plus qu'en 2021-2022. Particulièrement ciblés depuis qu'ils s'étaient installés sous des tentes aux abords de la Seine, 828 jeunes étrangers isolés, en attente d'une reconnaissance de leur minorité par l'État, ont été chassés de leur lieu de vie, entre février et mai 2024 à Paris sans qu'aucune solution de mise à l'abri ne leur soit proposée.

UN APPEL AU SURSAUT DES POUVOIRS PUBLICS

« *Ce qui nous inquiète particulièrement, c'est l'accélération du rythme des expulsions. Vingt-trois ont eu lieu en avril, soit 2 000 personnes, un cinquième du total de l'année. La fébrilité des autorités se traduit par davantage de violences lors des opérations d'expulsion et l'absence de propositions de relogement pour près de 65 % des personnes concernées* », alerte Anthony Ikni, membre de l'Observatoire des expulsions collectives des lieux de vie informels. « *Ce nettoyage social vise à disperser les personnes les plus précaires au sein de l'espace public parisien pour éviter l'installation de lieux de vie informels trop visibles* », explique Paul Alauzy, coordinateur de la veille sanitaire à Médecins du monde.

À moins de soixante jours de la cérémonie d'ouverture des Jeux, le collectif appelle les pouvoirs publics à un « sursaut » pour la prise en charge des personnes sans abri dans les dispositifs d'hébergement d'urgence. « *La Ville de Paris indique avoir identifié la possibilité d'héberger et de prendre en charge 1 000 personnes dans un ensemble de bâtiments vacants, mais elle attend le feu vert de l'État pour pouvoir les réquisitionner* », précise Paul Alauzy.

De son côté, le collectif estime qu'il faudrait créer plus de 20 000 places pour sortir tout le monde de la rue. S'ils ont un moment pensé que les JOP de Paris en serait l'occasion, les acteurs associatifs déchantent aujourd'hui : « *La préfecture nous a promis 274 places à Paris, seules 73 sont effectives aujourd'hui* », déplorent-ils. On est en effet loin du compte. Au plus grand préjudice de la sécurité et de la santé des plus démunis qui perdent tout lors des expulsions, non seulement leurs affaires, leurs papiers mais aussi les liens sociaux qu'ils avaient pu tisser pour obtenir de l'aide. C'est pourquoi le collectif le Revers de la médaille a alerté la Défenseure des droits en France, en vue d'une saisine pour manquement de la France aux droits humains fondamentaux.

EUGÉNIE BARBEZAT

LA CHRONIQUE SANTÉ DE CHRISTOPHE PRUDHOMME


ALBERT FACELLY

Les vrais comptes de la Sécu (suite)

Le récent rapport de la Cour des comptes sur le financement de la Sécurité sociale a été exploité par le gouvernement pour alimenter un discours visant à créer un climat d'angoisse au sujet de la fameuse dette qu'il faudrait absolument réduire. Pourtant, au-delà des titres ronflants sur une « *trajectoire insoutenable* » et la nécessité d'engager des « *économies pérennes* » ressassée par une presse servile relayant le discours du ministre de l'Économie, ce rapport recèle des éléments intéressants qui montrent que d'autres solutions sont possibles. Il est pointé que les compléments de salaires bénéficiant d'exonérations de cotisations sociales se montent à 87,5 milliards d'euros, dont la compensation par des taxes diverses est passée de 43,5 % en 2018 à 35,6 % en 2023, soit seulement 6,4 milliards. Il reste donc un déficit de recettes de 12 milliards qui risque d'augmenter dans les années à venir. Or, le fameux « trou de la Sécu » a été de 10,8 milliards en 2023 et ce qui est désigné comme « *insoutenable* » est une prévision d'un déficit annuel moyen de 10 milliards pour les trois années à venir, soit 1,5 % sur un budget total de 640 milliards, ce qui est bien moins que le déficit du budget de l'État.

Cela montre que le problème n'est pas le niveau des dépenses mais bien celui des recettes. Une solution très simple pour équilibrer les comptes serait de supprimer l'exonération de cotisations sociales sur des revenus utilisée par les employeurs pour bloquer les salaires de base et, surtout, d'individualiser leur hausse en multipliant les primes qui peuvent être diminuées, voire supprimées à leur bon vouloir. Cela permettrait de récupérer 18 milliards pour la Sécu et plus de 6 milliards pour l'État pour, par exemple, abonder le budget des services publics.

L'objectif des libéraux qui nous gouvernent n'est pas de diminuer les dépenses de protection sociale mais bien les recettes de la Sécu, à l'instar du modèle états-unien. Les dépenses de santé y atteignent près de 18 % du PIB alors qu'elles ne sont que de 12 % en France. Le différentiel sert à alimenter les bénéfices, les assurances et les cliniques privées. Il s'agit donc d'aller vers un système équivalent, en poursuivant la politique de transfert des dépenses sur les assurances-maladie complémentaires avec le développement des cliniques privées lucratives, la généralisation des dépassements d'honoraires, la création du marché du fameux « or gris » avec ses prédateurs tel Orpea, etc. Le but est de faire de la santé et de la protection sociale un service marchand comme un autre. Avec pour résultat une explosion des inégalités et une dégradation de l'état de santé global de la population, dont le meilleur exemple est que, depuis 2021, l'espérance de vie aux États-Unis est passée en dessous de celle de la Chine.

Taxer les riches sur tout le continent

ÉLECTIONS La gauche propose d'imposer les plus grosses fortunes dans chaque pays d'Europe, pour financer l'urgence sociale et la transition écologique. Plus de 200 milliards d'euros de recettes fiscales supplémentaires pourraient être récupérés, selon une étude.

Cette idée fait (presque) l'unanimité à gauche. Alors que les ménages voient leurs factures s'envoler, mettre à contribution les grandes fortunes au niveau européen, au moment où celles-ci affichent des revenus insolents, est devenu un impératif, selon les insoumis, les écologistes et les socialistes. Ces derniers veulent créer un impôt sur la fortune (ISF) à l'échelle continentale. Manon Aubry, cheffe de file des insoumis aux élections du 9 juin, table sur une taxe visant les *« 1 à 2 % les plus fortunés »*. Marie Toussaint, tête de liste des Écologistes, s'appuie pour sa part sur une étude réalisée en 2023 par son groupe au Parlement européen. Celle-ci indique qu'une taxation de 0,5 % des plus riches, au sein de chaque État européen, rapporterait 213 milliards d'euros de recettes fiscales supplémentaires, dont 65 milliards d'euros pour la France. Et Raphaël Glucksmann, qui porte la liste PS, participe à l'initiative citoyenne européenne « Tax The Rich », qui prévoit que *« les contribuables dont le patrimoine dépasse 100 millions d'euros paient l'équivalent de 2 % de leur fortune en impôts en Europe »*.

« IL FAUT AGIR SUR LA BANQUE CENTRALE EUROPÉENNE »

Les communistes, évidemment, veulent eux aussi taxer les plus gros patrimoines. Mais ils ne souhaitent pas que l'Union européenne puisse elle-même collecter l'impôt. Frédéric Boccara, économiste et candidat sur la liste PCF menée par Léon Deffontaines, voit dans la création d'un ISF européen une *« fuite en avant vers le fédéralisme »*. Il invite donc à ce que chaque pays s'entende pour se doter d'un ISF national. Plutôt qu'une taxe continentale unique, le PCF prône une *« convergence fiscale »* vers le haut avec la mise en place de niveaux d'imposition plancher, dans le cadre d'une *« Europe de coopération entre les peuples »*. Il s'agit d'empêcher une *« concurrence fiscale délétère »* entre les États membres et de renouer avec le principe de subsidiarité régissant les relations au sein de l'UE. *« En défendant un ISF européen, on passe à côté de certains enjeux. Il faut agir sur la Banque centrale européenne. Nous proposons de créer un fonds européen pour les services publics, qu'elle alimenterait avec sa création monétaire »*, plaide Frédéric Boccara.

> La Macronie fait tout pour éviter d'instaurer un ISF, qu'il soit national, européen ou international…

Plus largement, toute la gauche déplore un traitement injustement différencié entre, d'un côté, une poignée d'ultraprivilégiés à qui l'on permet d'échapper à l'impôt, de l'autre, les citoyens ordinaires à qui l'on demande sans cesse des efforts supplémentaires. *« Nous, ce que l'on veut montrer, c'est que l'Europe peut être un vecteur de progrès social et de justice »*, assure Raphaël Glucksmann. *« Les ultrariches ne sont quasiment plus taxés dans l'Union européenne »*, dénonce également sa colistière Aurore Lalucq, alors que, au-delà des particuliers, l'ensemble de la gauche appelle à ce que chaque pays taxe les superprofits des entreprises.

BRUNO LE MAIRE, FIDÈLE DÉFENSEUR DES INTÉRÊTS DES MILLIARDAIRES

Pour la droite, en revanche, il n'est pas question de renflouer les comptes en taxant le capital. À chaque fois que la question de l'ISF européen a été remise dans le débat des européennes, Valérie Hayer a refusé sa création. Ni la crise sanitaire, ni la flambée des prix, ni la montée de l'extrême droite, surfant sur les fractures sociales, ni le besoin de financer la transition climatique n'ont entamé ses certitudes. Interrogée à ce sujet, le 21 mai, sur LCI, l'eurodéputée sortante estime que toute tentative d'harmonisation fiscale à l'échelle de l'Europe serait vouée à l'échec au motif que *« les ultrariches iraient alors s'installer à Dubai ou ailleurs »*. *« Pour les faire rester en Europe, la taxation des ultrariches doit se faire au niveau international »*, assure-t-elle. Le premier problème, c'est qu'aucune étude économique ne valide les propos de la candidate sur une prétendue fuite des riches. Le deuxième, c'est que la Macronie fait tout pour éviter d'instaurer un ISF, qu'il soit national, européen ou international…

Reste à savoir que faire des recettes fiscales générées. Les très riches étant les plus gros pollueurs, Marie Toussaint souhaite les mettre à contribution avec un *« ISF climatique »*. *« Il faut dégager des moyens publics d'investissement pour financer la transition écologique »*, estime la tête de liste des Verts. Mais le ministre de l'Économie, Bruno Le Maire, fidèle défenseur des intérêts des milliardaires, écarte déjà toute possibilité de débat : *« Un ISF vert qui toucherait 10 % des contribuables, je dis non. »* Depuis le Parlement européen, la gauche devrait poursuivre le combat pour plus de justice fiscale. ■

LOLA RUSCIO



Lors d'une manifestation à Paris, le 13 octobre 2023. XOSE BOUZAS/HANS LUCAS

l'Humanité
MARDI 4 JUIN 2024.

EN LUTTE

UNE OFFRE POUR METEX

Le groupe agroalimentaire Avril a annoncé avoir déposé, avec le fonds SPI de Bpifrance, impliqué à hauteur de 45 %, une offre de rachat pour l'usine amiénoise de Metex, en redressement judiciaire. 304 emplois sur 320 seraient repris.

SHEIN ENTRE EN BOURSE

Le géant chinois de la fast-fashion (7 000 nouveaux modèles chaque jour), Shein, s'apprête à rejoindre la Bourse londonienne, selon les médias britanniques. Son projet boursier serait valorisé à près de 60 milliards d'euros, selon Sky News.

RECORDS EN VUE DANS L'AÉRIEN

L'Association internationale du transport aérien prévoit près de 1 000 milliards de dollars de chiffre d'affaires dans le secteur pour 2024, avec pas moins de 4,96 milliards de voyageurs. Des chiffres record qui dépassent ceux d'avant la crise Covid.



À Lyon, une enquête est en cours après la tentative de suicide d'un chef de cuisine, en mars. STÉPHANE AUDRAS/RÉA

ENQUÊTE

Les Crous, un service au bout du rouleau

UNIVERSITÉS Les témoignages d'agents de plusieurs centres régionaux des œuvres universitaires et scolaires décrivent un quotidien fait de sous-effectif chronique, de surcharge de travail, d'absence de dialogue social sur fond de gestion tournée vers la réduction des coûts.

Des alertes provenant de collègues au bout du rouleau, les représentants du personnel du Centre régional des œuvres universitaires et scolaires (Crous) Grenoble-Alpes (Isère) en ont beaucoup reçu ces dernières années. C'est à la suite d'un courrier d'une agente d'accueil en poste depuis trente ans, évoquant des envies suicidaires, qu'une grève de la faim de trois jours a été déclenchée en 2021. « *Quand on a des agents qui alertent sur leur état de détresse, la direction nous répond toujours que ce sont des cas isolés* », déplore une représentante CGT au Crous de Grenoble.

En octobre 2023, une de leurs collègues, femme de ménage travaillant dans une résidence universitaire, s'est donné la mort à son domicile sans que l'enquête administrative n'ait permis d'établir un lien entre son geste et ses conditions de travail. « *Nous, on voyait son état se détériorer depuis trois ans. Pendant un an, elle avait remplacé un agent en arrêt maladie à l'accueil. On a su qu'on lui avait promis un poste à l'accueil et, du jour au lendemain, ils l'ont remise au ménage* », indique un de ses collègues. Il s'agit du deuxième suicide pour ce Crous en l'espace d'un an





Les 7, 13, 21 et 25 juin Les dockers se mettront en grève, à l'appel de la CGT, pour peser sur les négociations sur l'application de la réforme des retraites et prolonger les mesures de départ anticipé pour les salariés ayant été exposés à l'amiante.

8 juin Fête des libertés à partir de 18 heures, place de la République à Paris, organisée par un collectif réunissant syndicats et associations (CGT, Solidaires, Attac, LDH…), pour dénoncer les attaques contre les libertés et la criminalisation des actions revendicatives.

13 juin Les personnels de l'Autorité de sûreté nucléaire sont appelés, par le syndicat UNSP-FO, à faire grève pour dénoncer la *« trahison »* du gouvernement, qui ne prévoit pas pour eux d'augmentations de salaire.

et demi, après celui, en juin 2022, d'une agente détachée à Nantes.

À Grenoble, les vives tensions entre les représentants CGT et la direction autour de cette enquête administrative ont mené, à la demande du Cnous (tête nationale du réseau des Crous), à la suspension du dialogue social pendant plusieurs mois. Ces faits *« ont profondément marqué l'ensemble du réseau et pas uniquement les collègues proches*, indique le Cnous à *l'Humanité*. *Tous ont fait l'objet d'une enquête administrative. Elle a conclu qu'il n'y avait pas de lien avec les conditions de travail. Cela dit, ces événements tragiques ont mis en lumière la question de la pénibilité, qui doit être au centre de nos préoccupations, notamment dans l'activité de la restauration »*.

« ON PERD TOUT LE CÔTÉ HUMAIN ET SOCIAL PROPRE À NOTRE MÉTIER »

Au Crous de Chambéry (Savoie), qui dépend aussi de celui de Grenoble-Alpes, une autre enquête administrative est en cours, concernant notamment la situation de quatre veilleurs de nuit, en arrêt pendant deux mois au printemps. L'un d'eux a récemment porté plainte contre sa direction pour harcèlement. La procédure vise à *« faire la lumière sur les difficultés qui peuvent exister sur le site »*, tant du côté des équipes techniques qu'encadrantes, précise à *l'Humanité* le Crous Grenoble-Alpes.

« En 2022, on a demandé une enquête administrative pour mal-être et risques psycho-sociaux », raconte Laure (1), agente d'accueil en poste depuis vingt-cinq ans. Une mission de médiation a été diligentée et si, aujourd'hui, les choses se passent mieux, Laure explique avoir perdu goût à son travail : *« Il y avait cet étudiant qui arrivait du Tchad. Je l'ai aidé à faire son dossier, j'ai fait son état des lieux, j'ai appelé EDF… Ma supérieure m'a dit que ce n'était pas mon boulot… »*

« On perd tout notre côté humain et social propre à notre métier », regrette Antoine (1), veilleur de nuit, sous antidépresseurs depuis deux ans pour des troubles du sommeil. Pour lui, la goutte d'eau, ce fut la manière dont la direction a accueilli ses signalements de propos sexistes et islamophobes tenus en sa présence à l'encontre de plusieurs étudiantes par un veilleur de nuit fraîchement recruté. *« On a remis en cause ma parole, malgré mes dix années d'ancienneté et les témoignages des étudiantes. Si bien qu'il travaille encore aujourd'hui et côtoie ses victimes »*, déplore-t-il. Une situation sur laquelle le Crous Grenoble-Alpes n'a pas souhaité s'exprimer, dans l'attente des conclusions de l'enquête administrative.

« Il pouvait y avoir des conflits avec l'ancienne direction, mais on voulait tous aller dans le sens de l'étudiant. Pour la nouvelle direction, un agent d'accueil ou de veille, c'est un agent de sécurité : on ne doit pas avoir d'interaction avec les étudiants, poursuit Antoine. *C'est en contradiction avec les formations qu'on a suivies, après la pandémie, pour repérer le mal-être étudiant. »*

À Lyon, une enquête est en cours après la tentative de suicide d'un chef de cuisine, en mars. Ce dernier devait prendre, sur un nouveau site, un poste pour lequel il avait alerté ne pas se sentir suffisamment accompagné. *« C'était de nouvelles normes à appréhender et beaucoup de pression pour ce chef de cuisine qui travaillait sur le même site depuis vingt ans. Le projet a changé plusieurs fois de calibre, avec des informations différentes d'un jour à l'autre et un management agressif »*, indique un représentant CFDT du Crous de Lyon.

Pour beaucoup, ce qui se joue, c'est un changement à bas bruit de la gestion des Crous, dans un contexte de disette budgétaire. Depuis la mise en place, en 2020, du repas à 1 euro pour les étudiants boursiers ou précaires, nombreux sont les Crous à avoir enregistré une augmentation de la fréquentation allant jusqu'à 35 % dans les restaurants universitaires. *« Depuis deux ans, le directeur annonce 25 % d'augmentation d'activité dans les restaurants, mais ce n'est pas compensé par des recrutements. Les locaux ne sont pas adaptés à cette fréquentation, ce qui occasionne beaucoup d'attente pour les étudiants*, indique un représentant CGT du personnel du Crous de Nantes. *Le résultat, c'est moins de temps pour l'entretien des salles. Les collègues sont obligés de moins bien faire le travail et le regrettent. »*

> « Quand des agents alertent sur leur état de détresse, la direction nous répond que ce sont des cas isolés. »
>
> UNE REPRÉSENTANTE CGT AU CROUS DE GRENOBLE

Alors que le coût moyen d'un repas dépasse les 8 euros, l'État ne subventionne les établissements qu'à hauteur de 3,30 euros – ce qui était le prix des repas avant la pandémie. *« Depuis qu'ils sont passés à 1 euro, l'État ne compense pas la différence, or, tout a augmenté avec l'inflation*, explique François Torrent, secrétaire national FO de l'enseignement supérieur et la recherche (FO ESR). *Il y a un déficit énorme qui se creuse, avec beaucoup de Crous en difficulté, et ce sont les personnels qui en payent les conséquences. »*

L'EXTERNALISATION DE CERTAINES FONCTIONS INQUIÈTE

La conséquence, c'est, par endroits, l'absence de remplacement des collègues en arrêt ou partis à la retraite, alors que l'ancienneté concerne une partie grandissante des salariés. *« Ceux qui sont remplacés le sont souvent par des CDD qu'on paye mieux*, indique François Torrent. *Un collègue personnel ouvrier avec vingt-cinq années de maison qui touche 1400 euros par mois du fait des grilles salariales peut se retrouver à former les nouveaux CDD, payés, eux, à 1800 euros. Cela crée un malaise. »* D'autant que ces derniers sont rarement titularisés, entraînant un fort turnover au sein des équipes.

« Les ouvertures de concours ne dépendent pas du Crous, mais sont faites à l'échelle du réseau, indique le Crous Grenoble-Alpes. *On fait attention à ne pas sursolliciter les agents sur cette charge de travail qui augmente. Et là où on ne peut pas démultiplier les agents, on a parfois recours à des prestataires sur le nettoyage. »*

> « Il y a un déficit qui se creuse, et les personnels en payent les conséquences. »
>
> FRANÇOIS TORRENT, SECRÉTAIRE NATIONAL FO DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET LA RECHERCHE

D'un établissement à l'autre, c'est aussi l'externalisation de certaines fonctions, notamment celles du ménage et de la veille de nuit, qui inquiète. Dans certains Crous à Paris ou à Strasbourg (Bas-Rhin), des résidences font déjà appel à des sociétés de sécurité pour la nuit. À Lyon, on comptait auparavant un veilleur de nuit par résidence. Ils ont été remplacés par une société privée qui assurait la veille toute la nuit, avant de passer, l'année dernière, à une ronde d'une heure par nuit. *« Ces sociétés privées viennent simplement pour le ménage et repartent*, estime François Torrent. *Leurs agents ne sont pas là pour parler avec les étudiants. Dans beaucoup d'établissements, ce côté social disparaît avec les personnels non remplacés. »*

Nommée en février, la nouvelle présidente du Cnous, Bénédicte Durand, a demandé un audit sur la qualité de vie au travail dans les Crous. Ses conclusions seront rendues publiques en juillet et permettraient la mise en place de *« toutes les mesures qui s'avéreront nécessaires pour renforcer (la) stratégie de prévention des risques et d'amélioration de la qualité de vie au travail »*, indique la tête de réseau.

Pour pallier les difficultés soulevées par les syndicats, le gouvernement a validé, en novembre 2023, le relèvement du plafond d'emplois de 110 postes, répartis sur 15 des 26 Crous. Avec 14 postes, le centre Grenoble-Alpes est celui à en avoir bénéficié le plus. Mais c'est une *« goutte d'eau dans un océan de besoins non satisfaits, de surcharge de travail, de mal-être, de souffrance, de burn-out et d'arrêts maladie »*, estime FO ESR dans un communiqué. ■

SARAH BOS

(1) Le prénom a été modifié.



LA FÊTE DE L'HUMANITÉ

ZÉLIE JOHNNY MONTREUIL JOAO SELVA LALA &CE KERCHAK HEUSS L'ENFOIRÉ ALICE ANIMAL...

THE DOUG

À tout juste 22 ans, The Doug a déjà déployé un univers reconnaissable empreint de singularité. Entre rap virevoltant, chanson et guitare, le jeune Clermontois saisit, dessine les rêves d'une génération déprimée. L'artiste nous ouvre un journal intime, chaotique et poétique, où l'on décèle avec plaisir et réconfort des inspirations venues tout droit de Bashung.

MADEMOISELLE

Mademoiselle, c'est le trio insolite composé de Rodolphe Burger, Sofiane Saidi et Mehdi Haddab. Les trois compères livrent une poésie vibrante au registre rock-électro-oriental, avec des textes chantés en arabe et en français. Un projet en hommage à leur ami Rachid Taha, décédé en 2018.

WORAKLS ORCHESTRA

Accompagné d'un orchestre, l'artiste électro Worakls revient sur scène pour présenter la nouvelle interprétation de son projet *Orchestra*. Entouré d'une vingtaine de musiciens classiques, dont six solistes aux talents et cultures divers, Worakls propose une fusion audacieuse entre orchestre et techno minimale. Plus qu'un show, c'est une rencontre musicale, dont les inspirations touchent toutes les générations de mélomanes, qui ne cesse de repousser les limites de la musique électronique.

Dossier réalisé par
Emma Gouzon et Lili Bersauter



SANDRA NKAKÉ

Artiste française née au Cameroun, Sandra Nkaké est une chanteuse, autrice et compositrice. Avec trois albums solo et une Victoire de la musique en 2012, elle a conquis public et critiques en France et à l'international. Mélange de soul et de jazz, sa voix puissante résonne comme un cri de liberté. Un concert à ne manquer sous aucun prétexte sur la scène Nina Simone.



JOHAN PAPACONSTANTINO

Fermez les yeux et imaginez un coucher de soleil dans les calanques de Marseille : vous sentez là toute l'ambiance de la musique de Johan Papaconstantino. Fusion de funk, d'électro et de musique grecque, à la guitare, au bouzouki ou aux machines électroniques, il réinvente le rébétiko d'Athènes des années 1930. Les chansons de Johan Papaconstantino invitent à la danse et à la répétition, tout en dévoilant une profondeur dans la simplicité de leur thème.

JUNIORE

Juniore, trio pop aux influences yéyé, se forme en 2013 et s'inscrit rapidement dans l'univers musical, avec des chansons aux dessous légers et aux notes psychés. Ses mélodies ont délicatement tapissé le paysage de cette dernière décennie. Juniore a traversé les ondes de nos radios, les BO de nos films, de nos séries, nos publicités… Le groupe français renouvelle le style surf music pour notre plus grand plaisir.

LOUANE

À 27 ans, Louane rythme depuis plus de dix ans le paysage artistique français au travers de ses chansons, mais aussi par ses rôles au cinéma. Avec quatre albums à son actif – et un César de la meilleure révélation féminine –, elle mélange pop, variété et électro, tout en marquant par sa voix douce et ses paroles souvent introspectives. Faisant de la santé mentale l'une de ses priorités, elle n'hésite pas à donner de la voix et de la force pour libérer la parole des femmes.



LA RUDA

Depuis 1993, La Ruda écume les routes de France avec un rock alternatif puissant. Inspirés par Mano Negra et The Specials, leurs textes engagés transpirent le punk rock et le ska festif. Avec plus de 700 concerts enflammés à travers la France et l'Europe, La Ruda continue de captiver les foules grâce à sa débordante énergie scénique et à des compositions authentiques.

CRÉDITS PHOTO : VIRGIL REBOUL ; CHRISTOPHE URBAIN ; MARTIN TISSOT ; JEHANE MAHMOUD ; BENJAMIN COLOMBEL.

l'Humanité
MARDI 4 JUIN 2024.

Au Mexique, l'écrasante victoire de la gauche

ÉLECTIONS

Le pays qui compte 130 millions d'habitants sera bientôt dirigé par une femme. Claudia Sheinbaum l'emporte dans un scrutin marqué par d'excellents résultats pour la coalition portée par le bilan d'Amlo.



Le 2 juin, à Mexico, une foule en liesse célèbre le nouveau triomphe du camp progressiste. CARL DE SOUZA/AFP

C'est sans aucun doute une double victoire pour la gauche mexicaine. Symbolique d'abord avec l'élection, dimanche 2 juin, d'une femme à la tête de ce pays à la réputation profondément machiste et où l'ONU estime que 10 féminicides ont lieu chaque jour. L'ex-gouverneur de Mexico, Claudia Sheinbaum est ainsi entrée dans l'histoire en étant élue, haut la main (autour de 58 % des voix, selon les premiers résultats annoncés par l'Institut national électoral), aux commandes de la seconde puissance économique latino-américaine.

Mais c'est surtout du point de vue politique que le résultat est frappant, avec un constat clair et sans appel : la coalition de gauche formée par le Mouvement régénération nationale (Morena), le Parti du travail (PT) et le Parti vert écologiste du Mexique (Pvem) a tout bonnement pulvérisé la droite. Unie derrière la polémique figure de l'ex-sénatrice du Parti d'action nationale, Xóchitl Gálvez, la coalition du bloc conservateur (à laquelle se sont joints le Parti révolutionnaire institutionnel, PRI, et celui de la révolution démocratique, PRD) n'a obtenu que 28 % des voix.

La déroute de la droite va bien au-delà dans le processus électoral le plus important de l'histoire du pays. Plus de 98 millions de Mexicains étaient appelés aux urnes pour élire, en plus de la présidence de cette République fédérale, huit postes de gouverneurs, le chef du gouvernement de la ville de Mexico, plus de 19 000 postes d'élus locaux et, surtout, pour rénover l'entièreté de la Chambre des députés et du Sénat. Et c'est peu dire que la gauche a relevé le défi : en remportant 7 des 9 États et en parvenant à maintenir sous son giron la capitale, la coalition menée par le mouvement Morena a renforcé son pouvoir territorial avec le contrôle de 24 des 32 États du pays. Carton plein aussi au Congrès où la coalition de gauche a obtenu la majorité qualifiée à la Chambre des députés (entre 346 et 380 sièges sur 500, selon les premières estimations) et pourrait aussi l'obtenir au Sénat, où elle dispose d'ores et déjà de la majorité absolue.

Des résultats qui confirment le virage politique historique amorcé en 2018 avec l'arrivée au pouvoir d'Andrés Manuel López Obrador (Amlo), le premier président de gauche de l'histoire du pays. S'il ne fait aucun doute que la victoire de Claudia Sheinbaum doit beaucoup à l'énorme popularité de son mentor, c'est avant tout l'assurance de voir le projet politique porté par celui-ci, la « quatrième transformation du pays » (4T), perdurer dans le temps qui aura assuré le triomphe du bloc progressiste. « *La victoire de la candidate de Morena est avant tout la confirmation de la volonté des Mexicains de poursuivre dans la transformation du pays* », explique Obey Ament. Pour ce spécialiste du Mexique « *le peuple, qui avait choisi en 2018 de mettre fin aux gouvernements néolibéraux, vient de confirmer qu'il s'opposait à un retour en arrière. Les Mexicains savent qu'elle continuera la lutte pour en finir avec le régime qui avait fait du Mexique un pays extrêmement riche et pourtant flagellé par la pauvreté, un butin pour une oligarchie* » (lire notre entretien sur l'Humanité.fr).

5 MILLIONS
C'est le nombre de personnes sorties de la pauvreté durant le mandat du président López Obrador (2018-2024).

« *Nous savions que la gauche allait gagner car le président Amlo a tenu parole, il y a eu un réel changement (avec son gouvernement)* », assuraient dimanche soir au quotidien *la Jornada* des partisanes de Claudia Sheinbaum venues célébrer sa victoire sur la place centrale de la capitale. Situé

entre 60 et 80 % selon les sondages, le taux de popularité du président sortant ne tombe pas du ciel. Ayant bénéficié d'un contexte macro-économique très favorable, il peut se targuer d'avoir fortifié l'économie du pays. Mais celui qui avait promis de gouverner *« d'abord pour les pauvres »* a surtout respecté ses engagements durant un sexennat aux nombreuses politiques très populaires, en premier lieu desquelles on trouve une multiplicité de programmes sociaux visant les secteurs les plus précarisés de la société. Plus de 30 millions de personnes ont pu en bénéficier, dans un pays où les couches populaires étaient plutôt habituées à voir l'argent public se perdre dans les méandres d'une corruption généralisée.

LES COUCHES POPULAIRES REPOLITISÉES

La lutte contre ce fléau a ainsi été un des principaux chevaux de bataille d'un président qui aura osé mener à bien son programme ouvertement de gauche, mettant en avant la nécessité d'un État providence. Nationalisation des ressources naturelles, retour d'un État fort et interventionniste placé au cœur de la vie économique du pays… Les nombreuses réformes sociales menées par Amlo visant à résorber les pires travers d'une société profondément marquée par l'injustice sociale (avec notamment la symbolique hausse du salaire minimum de 120 % en termes réels) n'ont certainement pas été suffisantes pour changer la structure capitaliste du pays, mais elles auront réussi à enclencher un début de meilleure répartition des richesses.

Son gouvernement peut se vanter en particulier d'avoir sorti plus de 5 millions de personnes de la pauvreté, soit la réduction la plus importante des seize dernières années. Et d'avoir ravivé l'intérêt pour le débat politique dans une société qui avait perdu tout repère idéologique, avec une repolitisation des couches populaires qui restera aussi comme l'un des plus importants héritages du sexennat.

Avec Claudia Sheinbaum, élue sur un programme suivant la même ligne directrice tracée par la 4T, la relève est assurée. *« Ce n'est pas une personne qui a été élue, mais un projet de nation »*, a-t-elle indiqué lors de sa première déclaration publique après l'annonce des résultats. Portée par la majorité d'un peuple aux nombreuses attentes, elle aura à relever, à partir du 1er octobre, de nombreux défis. À commencer par celui de mettre fin à une violence devenue exponentielle depuis l'offensive lancée, en 2006, contre les cartels de la drogue, et que même les plus ambitieux programmes sociaux d'Amlo n'ont pas réussi à résorber.

LUIS REYGADA

Claudia Sheinbaum, l'ascension tranquille d'une perfectionniste

À 61 ans, cette militante progressiste de la première heure, ex-gouverneur de la ville de Mexico, va succéder, le 1er octobre, à son mentor Andrés Manuel López Obrador. Elle compte, d'ici à 2030, combattre les féminicides et la violence du narcotrafic.

La nouvelle présidente du Mexique est une battante, une scientifique et une militante de la première heure. Claudia Sheinbaum, 61 ans, s'est pleinement investie avec Andrés Manuel López Obrador (Amlo), le très populaire président progressiste sortant, au sein du Parti révolutionnaire démocratique (PRD), puis dans le mouvement Morena de régénération nationale. Comme lui, elle affirme que la lutte contre la pauvreté est sa plus grande priorité.

Elle a grandi au sein d'une famille d'immigrés juifs communistes qui a quitté la Lituanie et la Bulgarie en 1920 pour *« fuir les persécutions des fascistes »*. Avec ses parents, elle va s'engager pour la reconnaissance et la condamnation du massacre de Tlatelolco (près de 300 morts), où l'armée a tiré sur une foule d'étudiants désarmés qui contestaient la déliquescence du régime libéral-autoritaire, à la veille des jeux Olympiques de 1968. Brillante étudiante (formée à l'Université nationale autonome du Mexique et à Berkeley), elle devient docteure en sciences de l'environnement, une tâche à laquelle elle va se consacrer avec la plus grande énergie. Elle est de tous les combats pour la restauration des ressources aquatiques ou encore l'interdiction de la fracturation hydraulique. Elle devient membre du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (Giec), à qui est décerné le prix Nobel de la paix en 2007.

> Docteure en sciences de l'environnement, elle a été membre du Giec.

Plus récemment, Claudia Sheinbaum fut gouverneur de la ville tentaculaire de Mexico (10 millions d'habitants) – elle ne quittera cette fonction qu'en 2023, pour se lancer dans la campagne présidentielle. Attachant une très grande importance à l'écoute attentive de ses « administrés », elle va s'appliquer à réduire sensiblement la violence qui mine la capitale mexicaine *« grâce*, dit-elle, *à une stratégie intégrale de traitement des causes »*. Une expérience qui va s'avérer très précieuse pour une élue dont le pays reste confronté à l'extrême violence causée par le narcotrafic. Elle a aussi promu des programmes orientés vers la lutte contre la pauvreté, plus de justice sociale, d'égalité entre les sexes, de durabilité environnementale et d'éducation, ainsi que la mise en œuvre d'importants projets visant à améliorer les transports publics. Elle aura maintenant pour principal objectif de transposer à l'ensemble du pays les résultats obtenus dans la capitale.

UNE RÉPUTATION DE RIGUEUR ET D'ASSIDUITÉ

Dans un registre voisin, Claudia Sheinbaum tient à se donner les moyens d'affronter les violences faites aux femmes. Un problème endémique dans un pays où 70 % des Mexicaines ont subi une forme d'agression dans leur vie et où 10 féminicides sont commis chaque jour.

Son succès électoral, la présidente Sheinbaum le doit aussi à sa réputation de rigueur et d'assiduité. Selon une démarche qui manquerait de chaleur humaine, a-t-on pu lui reprocher. Une critique qu'elle écarte avec un grand sourire en signalant que, pour elle, ce qui prévaut, ce sont les résultats bien davantage que la manière de se mettre en scène. Le Mexique a su se donner une présidente anti-bling-bling.

BRUNO ODENT

REGARD SUR LE MONDE, LA CHRONIQUE DE CHARLOTTE RECOQUILLON

JULIEN JAULIN/HANS LUCAS

Une antenne du NYPD en Israël… ou l'inverse

Eric Adams, le maire de New York, vient de dévoiler le projet de construction d'un centre d'entraînement pour sa police municipale à l'horizon 2030. Il est vrai que le budget prévisionnel de 225 millions de dollars peut paraître une goutte d'eau par rapport aux 11 milliards de dollars alloués au New York City Police Department (NYPD), chaque année. Pourtant, dans un contexte fiscal contraint, c'est un choix politique risqué pour l'élu démocrate. Il a, en effet, récemment préféré fermer les bibliothèques municipales, le dimanche, et les créneaux réservés aux adultes à la piscine, faute de maîtres-nageurs en nombre suffisant. Quand il s'agit de recruter des policiers et de les déployer contre des étudiants, là, par contre, il n'y a pas de problème de budget. Surtout si ces étudiants critiquent la politique israélienne. **Car les liens étroits entre les États-Unis et Tel-Aviv (12,5 milliards d'aide militaire** accordée en 2024) se déclinent à l'échelle locale. Régulièrement, les départements de police envoient leurs agents se former en Israël et organisent des entraînements conjoints. « À domicile », ils utilisent leurs armes et leurs tactiques. Ces programmes sont anciens mais se sont intensifiés depuis le 11 septembre 2001, et la priorité a été donnée à la lutte antiterroriste. À New York surtout – où vit la plus importante communauté juive au monde –, les programmes de surveillance et d'espionnage ont alors connu une recrudescence, violant systématiquement les droits des musulmans américains. Depuis 2012, le NYPD dispose même d'une antenne dans la ville israélienne de Kfar Saba. En août 2023, Eric Adams s'y était rendu en visite officielle pour *« découvrir les technologies israéliennes et discuter d'efforts conjoints pour combattre l'antisémitisme »*. En octobre, une délégation du NYPD y a été envoyée pour marquer son soutien. On le comprend, il n'y a rien d'anodin lorsque les policiers sont ensuite déployés pour réprimer les manifestations pro-Palestiniens. **Et si je vous parle des États-Unis, il ne nous aura pas échappé que la complicité de la France** est de plus en plus manifeste. Tandis que Netanyahou s'adresse à nous comme s'il s'agissait d'une allocution officielle, les brutalités policières se multiplient, notamment à l'encontre des journalistes. D'ailleurs, les temps sont particulièrement difficiles pour ces derniers. Alors qu'ils sont intentionnellement massacrés à Gaza, Géraldine Woessner, la rédactrice en chef du *Point*, a osé twitter : *« Il n'y a pas de journalistes palestiniens. Vous collez un concept occidental sur une entité qui n'existe pas. »* Et j'emprunterai les mots de ma consœur Widad Ketfi pour conclure : *« Dixit des journalistes même pas foutus d'aller en banlieue sans fixeur. »*

Les pirouettes de Joe Biden pour sauver sa réélection et Israël

PROCHE-ORIENT Derrière les propositions du président des États-Unis se cache une volonté de sortir du dilemme dans lequel il se trouve piégé, entre son empathie sioniste et ses électeurs pro-Palestiniens.

Cinq jours après l'intervention surprise de Joe Biden avançant de nouvelles propositions pour arrêter la guerre menée à Gaza, de nombreuses questions demeurent. Le président américain a présenté ce plan comme émanant de la partie israélienne. Pourquoi alors est-ce lui qui l'a rendu public et non pas le premier ministre Benyamin Netanyahou ? Tous les médias se perdent en conjectures. Certains assurent que c'était une proposition secrète israélienne, d'autres affirment que les États-Unis ont poussé à la roue pour mettre le gouvernement de Tel-Aviv devant le fait accompli et provoquer ainsi une fissure au sein de la coalition dirigée par Netanyahou. Ce qui est sûr, c'est que, quelques heures après le discours à la Maison-Blanche, ce même Netanyahou a reçu une invitation officielle des partis démocrate et républicain à prononcer un discours devant le Congrès. Une prime aux bombardements.

Ce plan comprend trois phases pour un cessez-le-feu à Gaza en échange de la libération des otages israéliens. « *Il est temps que cette guerre prenne fin et que le jour d'après commence* », a expliqué le président américain, en insistant sur le fait que « *le Hamas n'a plus les capacités de conduire une attaque comme celle du 7 octobre* ». Il a également rappelé à la population israélienne que le conflit épuise les « *ressources économiques, militaires et humaines d'Israël et renforce (son) isolement dans le monde* ». De quoi gagner les opposants à ses propositions.

Le Hamas, de son côté, a immédiatement fait savoir que « *si l'occupant met fin à sa guerre et à son agression contre notre peuple à Gaza, nous sommes prêts à parvenir à un accord complet qui comprend un accord d'échange global* ». Or, Joe Biden, à aucun moment, n'a évoqué la moindre pression à exercer sur Israël. Ce qui laisse à penser que l'intention de Biden est sans doute autre.

WASHINGTON MISE SUR BENNY GANTZ

Le président des États-Unis, sioniste autoproclamé, est tiraillé entre son amour inconditionnel pour Israël et une partie de son électorat. Son positionnement, critiqué par de nombreux jeunes Américains – qui le surnomment « Genocide Joe » dans les manifestations –, pourrait mettre en péril sa réélection, en novembre prochain. Il cherche donc une porte de sortie. Son plan apparaît davantage comme un moyen de faire exploser la coalition gouvernementale israélienne. L'extrême droite de Smotrich et Ben-Gvir ne veut pas entendre parler d'un arrêt de la guerre et veut réoccuper la bande de Gaza. Pour Washington, il convient donc de miser sur Benny Gantz, un des chefs de l'opposition, du parti de l'Union nationale, qui participe au cabinet de guerre. Il a déjà dit qu'il démissionnerait le 8 juin si aucun plan stratégique n'était mis en place et son parti a déposé un projet de loi pour dissoudre le gouvernement et tenir des élections anticipées avant le mois d'octobre.

> **Le démocrate est surnommé « Genocide Joe » par une partie de la jeunesse américaine.**

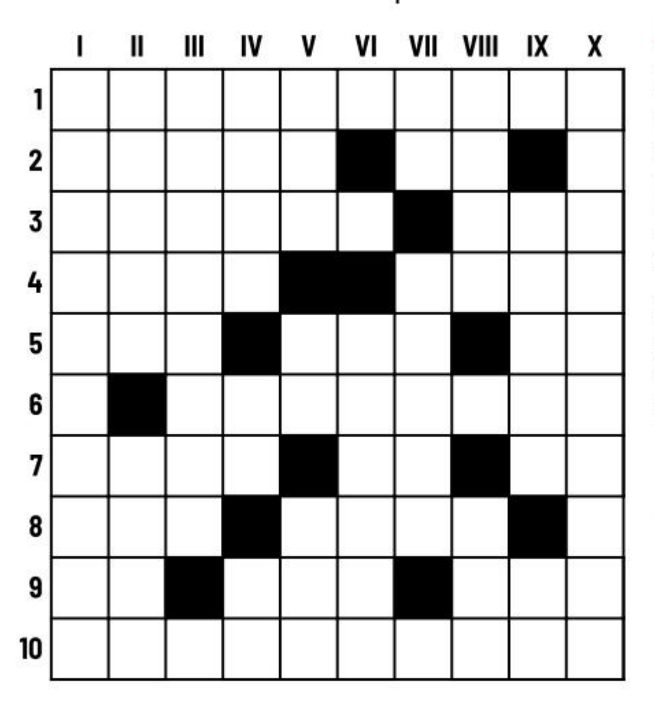
Netanyahou accepte ce plan – qui ne serait donc pas de lui ! – du bout des lèvres. Il a répété que la destruction totale du Hamas restait son but, avec la libération des Israéliens capturés. Ce que le secrétaire d'État américain, Antony Blinken, a, contre toute attente, traduit comme une volonté d'Israël de conclure l'accord et, dans une menace à peine voilée, a fait savoir que le Hamas devait faire de même « *sans délai* ». Surtout, le département d'État a souligné que « *la proposition ferait progresser les intérêts sécuritaires à long terme d'Israël, y compris en permettant la possibilité d'une intégration plus poussée dans la région* ». Une façon de remettre sur les rails le processus de normalisation avec l'Arabie saoudite, interrompu le 7 octobre.

PIERRE BARBANCEY



Conférence de presse, le 31 mai, à la Maison-Blanche. BRENDAN SMIALOWSKI/AFP

MOTS CROISÉS N° 23 955 par Martial Dubois



HORIZONTALEMENT

1. Soldat de cavalerie lourde. **2.** Signes de reconnaissance d'une famille. Exclamation méridionale. **3.** Formations militaires. Refus catégorique. **4.** Coupelles de laboratoires. Attaque aérienne très rapide en territoire ennemi. **5.** Ville et baie du Japon. Céans. Pronom personnel. **6.** Plein les bottes. **7.** Bigarras. Les autres. Négation. **8.** Venus au monde. Vin blanc. **9.** Dieu du Ciel. Gros titre d'un journal. Coup nul. **10.** Punitive.

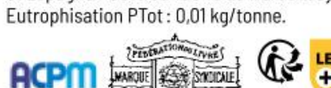
VERTICALEMENT

I. Approuver une idée. **II.** Boîtes à voix. Branche de l'Oubangui. **III.** Singeras. **IV.** Pièges. Forte carte. Cité antique patrie d'Abraham. **V.** Résine malodorante. Ville de Bourgogne bien connue des cruciverbistes. Équidé à longues oreilles. **VI.** Fermées. **VII.** Stère. S'esclaffent. **VIII.** Sur la Saale. Rivière d'Asie. **IX.** Un petit palmipède. Intramuros. **X.** Se dit d'une somme d'argent assez importante.

SOLUTION. HORIZONTALEMENT. 1. Cuirassier. **2.** Armes. Té. **3.** Unités. Non. **4.** Têts. Raid. **5.** Ise. Ici. Se. **6.** Ras le bol. **7.** Nuas. On. Ne. **8.** Nés. Asti. **9.** El. Une. Let. **10.** Répressive. **VERTICALEMENT. I.** Cautionner. **II.** Urnes. Uélé. **III.** Imiteras. **IV.** Rets. As. Ur. **V.** Ase. Is. Âne. **VI.** Closes. **VII.** St. Rient. **VIII.** Iéna. Ili. **IX.** Oison. Ev. **X.** Rondelette.

l'Humanité

Fondateur Jean Jaurès **Directeur** Fabien Gay
Société anonyme à directoire et conseil de surveillance. Société nouvelle du journal l'Humanité (SA 99 ans à compter du 1er janvier 1957)
Capital social 2 500 000 euros **Siège social** 5, rue Pleyel, immeuble Calliope, 93528 Saint-Denis CEDEX
Téléphone 01 49 22 72 72
Service aux abonnés Tél. : 01 55 84 40 30
E-mail : relationlecteur@humanite.fr
Vente en kiosques
Gestion, réglage et promotion : agence Boconseil.
Tél. : 09 67 32 09 34.
E-mail : oborscha@boconseilame.fr
Vente militante 01 49 22 73 47
Publicité Comédiance. Silvère Magnon, président
Tél. : 01 49 22 74 51 (commerciale)
Tél. : 01 49 22 74 53 (annonces classées)
Tél. : 01 49 22 74 89 (annonces légales)
Directoire
Fabien Gay, président du directoire et directeur de la publication ; Maud Vergnol, codirectrice de la rédaction ; Anthony Daguet, secrétaire général et codirecteur de la publication ; Silvère Magnon, directeur des développements et de l'événementiel
Conseil de surveillance
Jean-Louis Frostin, président
Actionnaires principaux L'Association des lectrices et lecteurs de l'Humanité ; l'Association des diffuseurs de l'Humanité.
Impression POP (La Courneuve), Mop (Vitrolles), Nancy-Print, CILA (Nantes)
Numéro ISSN 0242-6870
Dépôt légal Date de parution
Commission paritaire 1124 C 79615
Tirage du 31 mai 2024 39 624 exemplaires
Imprimé sur des papiers produits en France, Belgique et Espagne – 60% ou 100 % de fibres recyclées – IFDG.
Eutrophisation PTot : 0,01 kg/tonne.



l'Humanité
MARDI 4 JUIN 2024.



RÉCIT

Le 29 mai, à Châteauroux. Deux datations au carbone 14 ont été réalisées, situant ces ossements entre 100 avant et 100 après J.-C. OLIVIER EDMOND/RADIO FRANCE/MAXPPP

Les mystérieuses tombes de chevaux de Villedieu-sur-Indre

ARCHÉOLOGIE Près de Châteauroux, 28 squelettes d'équidés alignés, en parfait état et datant de deux mille ans, ont été exhumés. Comment interpréter cette énigmatique découverte ? L'enquête démarre.

C'est une mystérieuse découverte qui vient d'être faite à Villedieu-sur-Indre, près de Châteauroux (Indre). Lors de fouilles préalables à la réalisation d'un contournement routier, les archéologues de l'Institut national de recherches archéologiques préventives (Inrap) ont exhumé les restes de 28 chevaux parfaitement alignés dans des tombes de l'époque gauloise. Dans l'une des fosses, les équidés ont été déposés avec soin et organisés sur deux

rangées et sur deux niveaux, tous couchés sur le flanc droit, la tête vers le sud. Dans une autre fosse, trois chiens sont, eux, allongés sur le flanc gauche, la tête tournée vers l'ouest. « *Les chevaux ont été placés avec soin dans les fosses*, précise Séverine Braguier, archéozoologue à l'Inrap, qui a participé aux fouilles. *Ils n'ont pas été jetés, mais installés les uns à côté des autres. Cela montre un respect pour l'animal. La position des bas des pattes laisse penser aussi à un gain fonctionnel de place.* » La posture des corps des 31 animaux montre également qu'ils ont été enfouis très vite après leur mort, survenue il y a plus de deux mille ans. En effet, deux datations au carbone 14 ont été réalisées, situant ces chevaux entre 100 avant et 100 après J.-C. Il est donc possible de rapprocher le moment de leur mort de la conquête de la Gaule par Jules César en 52 avant J.-C. Les observations des archéozoologues révèlent qu'il s'agit de petits chevaux, tous mâles et adultes de plus de quatre ans, d'1,20 m de hauteur au garrot, caractéristiques du cheptel gaulois.

ÉPIDÉMIE, BATAILLE OU SACRIFICE RITUEL ?

Maintenant, les scientifiques s'interrogent sur la signification de leur découverte car la cause de la mort des animaux, accidentelle ou volontaire, n'est pas encore déterminée. Épidémies, batailles ou sacrifices rituels ? L'hypothèse d'une épidémie ou d'une épizootie est écartée puisqu'il manque les jeunes animaux et les juments. Alors, les chevaux gaulois ont-ils été sacrifiés dans le cadre d'un rituel complexe ? « *Les positions des chevaux et des chiens sont assez communes avec ce que l'on retrouve sur les sites de sacrifices gaulois*, explique Séverine Braguier. *Toutefois, il faut rester prudent. Si nous sommes en présence d'un site rituel de pratiques profanes ou cultuelles, ces chevaux sont gaulois. Par contre, si nous sommes face à des chevaux morts lors d'une bataille, il peut s'agir d'animaux utilisés du côté des Romains ou d'un peuple auxiliaire de César, notamment des Germains. Nous pouvons aussi être sur un lieu de bataille et ces chevaux, dans ce cas gaulois, ont pu être abattus, respectant des croyances et des coutumes de vainqueurs-vaincus.* » L'hypothèse d'un champ de bataille semble d'autant plus plausible qu'on a retrouvé à quelques centaines de mètres de là, sur un oppidum, une ville gauloise fortifiée, des balles de fronde romaines, indiquant un lieu de combat.

DES ANALYSES GÉNÉTIQUES ET DE PARASITOLOGIE

Une des clés de l'énigme se trouve peut-être sur deux autres sites gaulois de la plaine de Gergovie, mis au jour en 2002 par l'Inrap, au sud de Clermont-Ferrand et distants l'un de l'autre de moins de 5 kilomètres : le premier à Gondole et le second à l'Enfer. À Gondole, une des fosses contenait 8 cavaliers avec leurs chevaux, signifiant un possible sacrifice volontaire de guerriers d'un roi celte mort violemment, tandis qu'à l'Enfer, 53 chevaux seuls étaient présents dans cinq fosses. À Villedieu-sur-Indre, comme dans la plaine de Gergovie, les trois sites sont situés à quelques centaines de mètres d'un oppidum, ce qui invite à rapprocher l'enfouissement de ces chevaux et les batailles de la guerre des Gaules.

Une des clés se trouve peut-être sur deux autres sites gaulois de la plaine de Gergovie, mis au jour en 2002, au sud de Clermont-Ferrand et distants l'un de l'autre de moins de 5 kilomètres.

Comme le note Séverine Braguier à propos du site de Villedieu, « *nous pouvons penser à un épisode de la guerre des Gaules, car à 500 mètres du site, il y a un oppidum, probable lieu de bataille lorsque les troupes de César convergeaient vers Bourges. C'est une information primordiale pour documenter ce grand fait historique. Cependant, d'autres hypothèses peuvent être envisagées, elles aussi importantes, pour la compréhension des pratiques profanes ou cultuelles des Gaulois* ».

Désormais, les fouilles étant achevées à Villedieu-sur-Indre, les scientifiques vont réaliser de multiples analyses, notamment génétiques et de parasitologie, pour essayer d'en savoir plus. Séverine Braguier souligne leur portée : « *L'étude archéozoologique va permettre de préciser les âges de mortalité, le sexage, la présence ou l'absence d'hongres, d'observer d'éventuelles pathologies, de vérifier qu'il n'y a pas de traces anthropiques, de définir la stature et la morphologie des animaux.* » Une recherche historique et contextuelle devrait aussi aider à comprendre les utilisations de ces petits chevaux. En tout cas, ils n'étaient certainement pas destinés au célèbre jeu qui porte leur nom.

ANNA MUSSO

Une sépulture gardée par des têtes de taureaux

ARCHÉOLOGIE Dans la cité antique de Tharsa, en Turquie, ont été découvertes deux nouvelles tombes de deux mille ans.

Des archéologues viennent de mettre au jour une tombe exceptionnelle datant de la période impériale romaine, soit environ deux mille ans, dans la ville antique de Tharsa, près du village de Kuyulu, dans le sud-est de l'actuelle Turquie. L'entrée de ce caveau est remarquable parce que gardée par deux têtes de taureaux soigneusement sculptées et ornées de guirlandes et de rosettes entre les cornes. Dans la cité ancienne de Tharsa, composée de trois zones archéologiques, de deux monticules de peuplement et d'une grande nécropole, les scientifiques avaient déjà recensé 60 tombes creusées directement dans la roche.

POUR ÉLOIGNER LES MAUVAIS ESPRITS

Une des deux tombes rupestres récemment découvertes comprend une chambre principale et trois arcosolia, des cellules voûtées où étaient placés les corps. Pour accéder à la chambre funéraire, il faut descendre une douzaine de marches taillées dans la pierre et passer sous les têtes de taureaux qui encadrent la partie supérieure de l'entrée. Ces sculptures étaient désignées dans l'Antiquité sous le nom de bucrania ; dans l'architecture funéraire classique, elles symbolisaient le sacrifice, la purification et la renaissance à la vie éternelle, l'expression adaptée en grec signifiant « crânes de bœufs ». Ces bucranes étaient censés éloigner les mauvais esprits et protéger ainsi le défunt. Comme quoi, des mufles peuvent aussi aider à ouvrir les portes de l'au-delà…

A. M.


GUILLAUME CLÉMENT

LA CHRONIQUE SCIENTIFIQUE DE SYLVESTRE HUET

Le climat et les pauvres

Lors de conférences sur le changement climatique, je suis souvent interrogé sur le thème : « *Mais enfin, la convention climat de l'ONU date de 1992, comment se fait-il que, depuis, le problème s'est aggravé ?* » Il existe de nombreuses raisons à cette évolution paradoxale de nations capables de décrire le problème, d'en connaître les causes, les solutions, et pourtant de l'accentuer trente-deux ans durant. Mais l'une d'elles est souvent ignorée ou sous-estimée des militants du climat et explique, en partie, leur impuissance.

Qu'est-ce qui est qualifié de « prioritaire » dans cette convention ? La diminution de la menace climatique ? Non. C'est l'action pour éradiquer la pauvreté dans le monde, qualifiée de prioritaire relativement à l'objectif climatique. Or, cette action suppose, écrit la convention, que les pauvres utilisent plus d'énergie, la plupart du temps fossile, donc accroissent leurs émissions de gaz à effet de serre. Un accroissement que seule une diminution forte et rapide des émissions des pays et populations riches aurait pu compenser, ce qui fut écrit par la convention mais ne fut pas fait.

Ce lien entre consommation d'énergie et pauvreté s'est-il vérifié ? En 1990, selon la Banque mondiale, il y avait environ 2 milliards d'extrêmes pauvres, disposant de moins de 2 dollars (constants, pour permettre la comparaison sur une longue durée) par jour pour vivre, soit 35 % de la population mondiale. Aujourd'hui, cette catégorie comprend environ 800 millions de personnes, soit 1,2 milliard de moins. Une chute encore plus spectaculaire en pourcentage puisqu'elle ne représente plus que 10 % de la population mondiale. Cette chute s'est opérée pour une très grande part en Asie et surtout en Chine. Or, de 1990 à 2023, les émissions de CO_2 liées aux énergies fossiles chinoises sont passées d'environ 2 tonnes à près de 8 tonnes par habitant. CQFD.

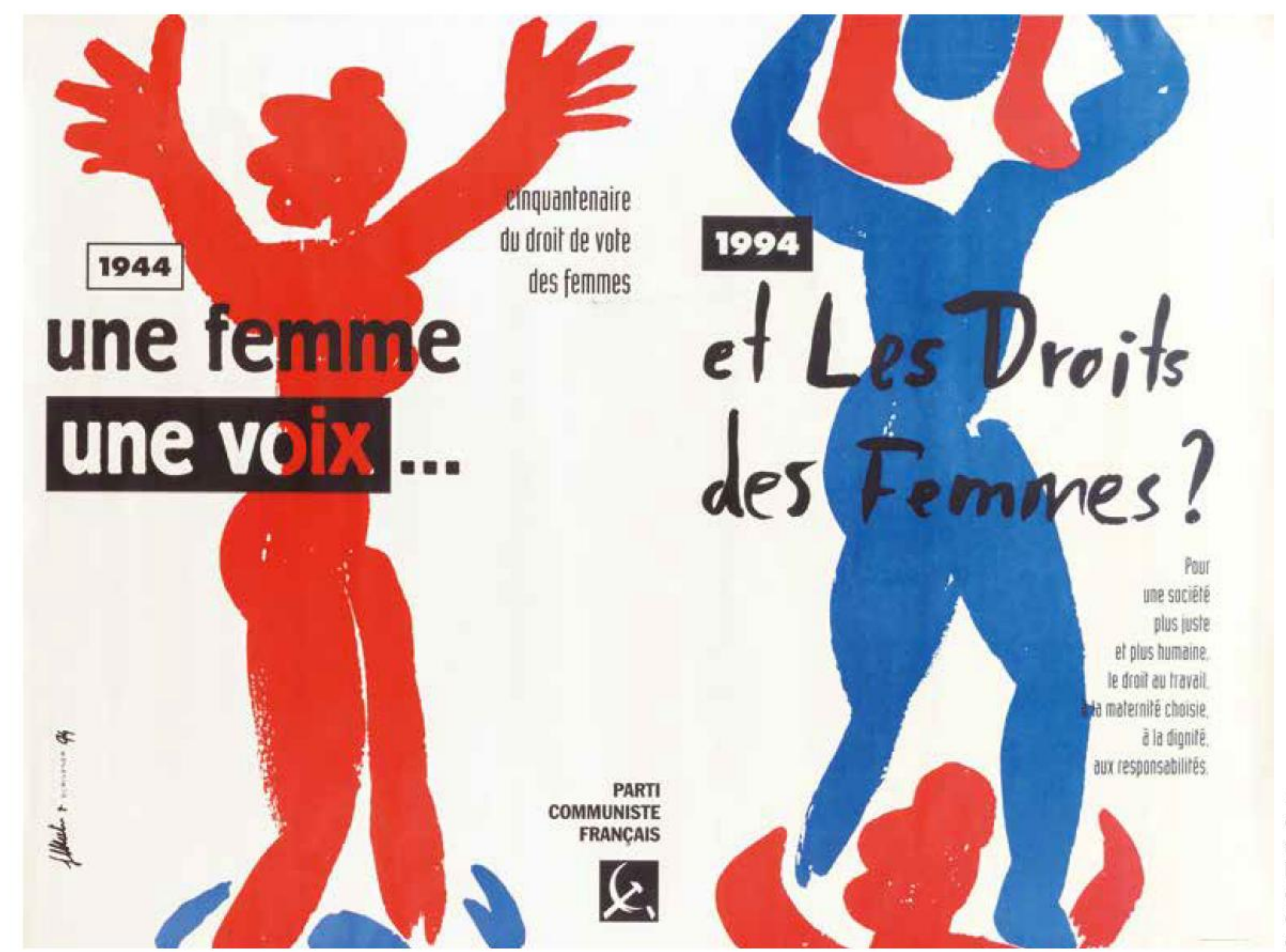
Ce constat pourrait désespérer, contraindre à un choix cornélien : lutter contre la pauvreté ou contre la menace climatique, mais pas les deux à la fois. Il montre surtout que l'action climatique ne peut entraîner l'adhésion populaire qu'à la condition de s'appuyer sur les transformations technologiques et sociales qui permettront d'atteindre les deux objectifs simultanément. Le caractère révolutionnaire de ces transformations se vérifie dans ses deux dimensions. Éradiquer de nos énergies les 80 % représentés par les énergies fossiles. Éradiquer les obstacles socio-économiques et culturels, souvent liés au système capitaliste, qui empêchent un partage équitable de richesses différentes produites différemment afin d'atteindre les objectifs climatiques de la convention.

François Miehe, ciseaux entre les dents

EXPOSITION
Le graphiste et cofondateur du collectif Grapus invite à une déambulation entre la vie et l'idée communiste, à l'espace Niemeyer.

C'était une invitation à faire un geste, à devenir sujets politiques, des corps en action. Créer et militer à la fois, en somme. Il y avait cette option à trancher sur l'affiche : elle pouvait être collée à l'horizontale ou, une fois découpée, à la verticale, de quoi donner le choix entre deux silhouettes au coude-à-coude, ou l'une sur les épaules de l'autre… Mais, lors de la présentation du projet, réalisé à l'occasion du cinquantenaire, en 1994, du droit de vote des femmes, la modulation possible, matérialisée par des ciseaux et des pointillés, n'avait pas convaincu au siège du Parti communiste français (PCF), et François Miehe avait dû se résoudre à faire disparaître l'outil et la ligne, avant le tirage…

Au fond, ce n'est rien. Une affiche parmi des centaines d'images rassemblées pour l'exposition « C'est quand l'avenir ! » – à voir jusqu'au 12 juin à l'espace Niemeyer à Paris – et compilées dans un pavé de plus de 500 pages (1). Juste un tout petit épisode dans cinquante-six années de parcours pour le graphiste François Miehe, aujourd'hui à l'honneur. Après avoir été l'un des leaders étudiants aux Arts-Déco en mai-juin 1968, l'homme a, dans la foulée, cofondé, avec Pierre Bernard et Gérard Paris-Clavel, le groupe Grapus qui secoua le cocotier pendant deux décennies,



Une femme, une voix, de François Miehe, réalisée pour le PCF à l'occasion du cinquantenaire du droit de vote des femmes 1944-1994.

devenant une influence majeure dans le paysage du graphisme mondial contemporain, tant pour ses formes réinventées et enchevêtrées (écriture, codes, langue, techniques, traits graves, mordants ou hilarants, etc.) que pour son organisation collective (création commune sans signature individuelle, engagement social, questionnement et retournement de la commande)… Mais François Miehe sera aussi enseignant au fugitif Institut de l'environnement puis, pendant des décennies, aux Arts-Déco, et artisan en parallèle dans son propre atelier (AFM & Cie), après son départ sur la pointe des pieds de Grapus, à la fin des années 1970.

LA DIFFUSION ET L'APPROPRIATION POSSIBLE DES IMAGES COMPTENT AUTANT QUE LEUR PRODUCTION

Derrière l'anecdote des ciseaux effacés réside sans doute une clé d'interprétation qui tient à la fois d'une pratique professionnelle, mais aussi d'une conception politique : dans le graphisme dit « d'utilité publique », mais plus largement politique et social, la diffusion et l'appropriation possible des images comptent autant que leur production. Dans l'exposition, on peinera à épuiser les images qui invitent le spectateur à se positionner en citoyen, acteur en quelque sorte de la production de l'image et, au bout du bout, de la transformation sociale : ici, une anamorphose pour faire apparaître, par-delà l'oubli, l'insurrection du ghetto juif de Varsovie ; là, des pochoirs détournant, au début des années 1980, en « Palestinosc » la fameuse graphie de Solidarnosc, ou encore une image en soutien à Gaza, parue à l'été 2014 dans *l'Humanité*, avec l'idée de la mettre en circulation dans l'espace public ou dans la rue, lors des manifestations…

Le parcours regorge de recoins et d'échappées à explorer, témoignant d'un monde en partie englouti par les signes de la marchandise.

Films d'animation, créations pour des municipalités et des théâtres, projets un peu foldingues comme « Babylone » – une cité internationale à Villejuif, aux portes de Paris, pour commémorer le bicentenaire de la Révolution –, scénographies pour l'Appel des 100 – contre la prolifération des armes nucléaires, au mitan des années 1980 – ou pour le centenaire de la CGT, journaux et affiches pour la caisse centrale d'activités sociales (CCAS) d'EDF ou la Fédération sportive et gymnique du travail (FSGT), et propre militantisme un temps à la section du PCF des Arts-Déco et surtout au sein du Syndicat national des artistes plasticiens (Snap-CGT)… Entre croquis et maquettes, l'exposition regorge de recoins et d'échappées à explorer, témoignant d'un monde en partie englouti par les signes de la marchandise qui paraissent avoir gagné dans les écoles d'art et même jusque dans les mouvements prônant l'émancipation… *« Aujourd'hui, la "communication"*, dénonce François Miehe dans son livre, *a pris le pas sur les ateliers de graphisme ; les logiciels et les images libres de droits ont engendré des infographistes – un faux graphiste –, et déversé des tombereaux d'images Kleenex, images fast-foods ou, à l'inverse, images glacées de la perfection – pardon, de la perversion – publicitaire et tout ça pour pas cher. »*

Aucune résignation, ni aucune amertume, toutefois… bien au contraire ! Avec son bilan en forme d'heureux caravansérail – des années Grapus à aujourd'hui, il fait apparaître, au passage, une foule d'amitiés politiques et artistiques –, François Miehe continue, avec des fleurs, des feux d'artifice ou des oiseaux, d'inviter à *« un grand banquet où l'idée communiste a toute sa place pour le salut du genre humain »*. ∎

THOMAS LEMAHIEU

(1) *C'est quand l'avenir !* Atelier François Miehe & Cie, éditions Loco, 560 pages, 39 euros.
Jusqu'au 12 juin, du mardi au samedi, entre 12 heures et 18 h 30, à l'espace Niemeyer (2, place du Colonel-Fabien, Paris, 19e).



Avec *Coram Populo*, Karelle Ménine plonge dans les archives judiciaires toulousaines. DAMIEN ASPE/LE NOUVEAU PRINTEMPS

L'art contemporain au coin de la rue

FESTIVAL Jusqu'au 30 juin, le Nouveau Printemps de Toulouse ouvre deux quartiers de la ville aux artistes et associe à la programmation le cinéaste Alain Guiraudie.

Depuis trente ans, le festival d'art contemporain ouvre gratuitement à Toulouse (Haute-Garonne) tous ses lieux pour offrir l'art aux curieux. L'édition 2024 propose pour la deuxième année une nouvelle formule en la recalant dans un calendrier plus fécond aux collaborations avec les élèves et étudiants. L'artiste Karelle Ménine, par exemple, a pu œuvrer avec ceux de différentes écoles, dont les Beaux-Arts, pour plonger dans les 100 000 sacs à procès conservés à Toulouse depuis les XVIe et XVIIIe siècles. Comme l'an passé, l'échelle reste celle du quartier. Pour 2024, ce sont les Carmes et Saint-Étienne qui ont été retenus. Riche d'une vingtaine d'artistes dont on peut voir les œuvres dans une douzaine de lieux, mais aussi de rencontres, de projections, de performances et permettant également l'aide à la production, ce programme foisonnant est le fruit d'un dialogue avec un artiste invité, légèrement décalé par rapport à l'écosystème du monde de l'art contemporain.

Pour la deuxième édition, le cinéaste Alain Guiraudie est venu en voisin. Il connaît bien Toulouse pour avoir usé ses fonds de culotte au Café du Matin, en face de ce temple magnifique qu'est pour lui le parking des Carmes. C'est d'ailleurs là qu'il a décidé de rejoindre la bande de Neïl Beloufa et Grégoire Beil pour décoller à travers l'écran du pare-brise d'une voiture vers un ailleurs grâce à l'intelligence artificielle.

UNE GROSSE BRELOQUE MÉTALLIQUE

Il faut monter sur le toit pour voir comment Mimosa Echard choisit de parer l'antenne-relais, cet objet ingrat, une épine dans cette architecture hélicoïdale, parce que, ici, les jeunes viennent voir le coucher du soleil. L'artiste a gainé l'antenne par endroits avec un écran très fin où sont diffusées des vidéos issues de son téléphone, tandis que différents éléments hétérogènes viennent se télescoper pour composer l'assemblage : une grosse breloque métallique en forme de cœur, des motifs de digitales, plantes aussi toxiques que bénéfiques, une réminiscence de Singapour, ainsi qu'un graphisme d'œil unique récupéré dans un salon de beauté.

Pour rester dans l'espace public et l'air, on choisira la cour Sainte-Anne où Jennifer Caubet inverse la logique de la ruine qui devient ici matière pour inventer une forme où les grilles horizontales contraignantes deviennent verticales, comme des poussées vers une dignité retrouvée. Par galvanisation, les morceaux arrachés au siège d'Airbus en ruine deviennent une matière qui montre les anciennes soudures comme les traces d'une histoire. Il ne s'agit pas d'oublier mais plutôt de ramener la périphérie au centre, comme lorsque la sculpteure recycle des fragments de grille dans le vaste chantier des jeux Olympiques à Aubervilliers, où elle a son atelier aujourd'hui.

Dans ce secteur plutôt très classiquement bourgeois, Pablo Valbuena est venu sculpter l'ombre d'une architecture brutaliste souterraine et donner des voix toulousaines à des textes qui ouvrent à toutes les résistances actuelles le monument à la gloire de la Résistance. ∎

LISE GUÉHENNEUX

Jusqu'au 30 juin, à Toulouse. Renseignements : lenouveauprintemps.com, tél. : 06 08 43 02 89.

Tax Wars, le côté obscur de l'évasion fiscale

TÉLÉVISION Ce documentaire d'Arte explore, façon *Star Wars*, le combat mené par des experts militants pour la justice fiscale et contre le blanchiment.



Joseph E. Stiglitz, Thomas Piketty, Eva Joly, Jayati Ghosh figurent parmi les Jedi de la Commission pour la réforme de la fiscalité internationale des entreprises. ARTE

***Tax Wars*, Arte, 20 h 55**

La métaphore des chevaliers Jedi dressés contre les forces obscures de la mondialisation fonctionne. Le Fonds monétaire international est formel : les multinationales priveraient chaque année les États de près de 600 milliards de dollars d'impôts légitimes en profitant de l'absence d'une régulation mondiale. Pourtant, l'argent public manque pour lutter contre le réchauffement climatique, l'insécurité alimentaire, les pandémies et l'accroissement abyssal des inégalités. Encore une fois, ce sont les pays en développement, dont les ressources sont pillées sans contrepartie équitable, qui constituent les premières victimes de ce *« hold-up du siècle »*. Mais, face à la toute-puissance des multinationales, les Jedi passent à l'attaque.

En 40 ans, le taux moyen d'imposition des bénéfices a été divisé par deux.

En reprenant les codes de *la Guerre des étoiles*, *Tax Wars* se plonge dans la galaxie de l'évasion fiscale pour tenter de rétablir une justice. Contre les forces obscures de la mondialisation, un groupe de chevaliers a formé la Commission indépendante pour la réforme de la fiscalité internationale des entreprises (Icrict, acronyme en anglais). Parmi ses membres figurent Joseph E. Stiglitz (prix Nobel d'économie), Thomas Piketty, Eva Joly ou encore Jayati Ghosh. Tous luttent contre le blanchiment et la *« créativité fiscale »*, qui ne sont, encore aujourd'hui, pas reconnus comme des délits. Pourtant, Thomas Piketty l'assure : *« Les acteurs économiques les plus puissants arrivent à échapper à l'impôt de droit commun, ce qui est catastrophique pour notre contrat social. »*

Des fraudes permises par le manque de régulation et accentuées par les différents régimes partout dans le monde. Depuis Ronald Reagan aux États-Unis et Augusto Pinochet au Chili, les politiques néolibérales n'ont cessé de s'affirmer, comme l'explique le prix Nobel d'économie Joseph E. Stiglitz : *« La concurrence fiscale est l'un des aspects les plus toxiques de la mondialisation. »* Pour attirer les investissements des entreprises, les États se livrent à une concurrence acharnée. Résultat : en quarante ans, le taux moyen d'imposition des bénéfices a été divisé par deux.

Le sénateur PCF Éric Bocquet a récemment expliqué à *l'Humanité* que, *« pour un euro donné par les pays du Nord aux pays du Sud, dix euros sont subtilisés en sens inverse via les mécanismes d'évasion fiscale au cœur de l'UE. (…) Cela fragilise le consentement à l'impôt de tous et nourrit une dette que les libéraux veulent ensuite faire payer aux peuples »*.

La crise financière de 2008 et la succession des scandales fiscaux, des LuxLeaks aux Panama Papers, ont tout de même fini par déboucher sur un accord européen en 2021. Ce dernier, voté par 140 pays, n'est entré en vigueur qu'au 1er janvier de cette année. Il contraint les États à taxer les bénéfices des entreprises à hauteur de 15 % minimum quel que soit le lieu où elles déclarent leurs profits. Les chevaliers de l'Icrict, qui ont bataillé pour cette *« taxation unitaire »* des multinationales, y voient une première victoire. Sûrement insuffisante mais porteuse d'espoir.

HONORINE LETARD

Quel processus de décolonisation pour la Kanaky-Nouvelle-Calédonie? (2/2)

L'archipel du Pacifique est inscrit depuis 1986 sur la liste des Nations unies des territoires à décoloniser. La politique d'Emmanuel Macron va à rebours de l'histoire, mettant fin à trente-cinq années de paix.

L'ignorance et le mépris du gouvernement français et d'une majorité de politiques envers le peuple kanak et son histoire relèvent d'un discours néo-impérialiste.



ISABELLE MERLE
Directrice de recherche au CNRS Marseille

Dans un cinglant communiqué publié le 25 mai, le FLNKS fait le point sur la visite éclair effectuée par le président de la République Emmanuel Macron dans une Nouvelle-Calédonie que ce dernier, par sa politique brutale et verticale, a largement contribué à mettre à feu et à sang. Les responsabilités sont pointées non seulement sur le président de la République mais aussi sur les deux ministres qui l'accompagnent, Sébastien Lecornu et Gérald Darmanin, tenus pour responsables de la *« gestion catastrophique »* du dossier calédonien et du *« "carnage" actuel en Kanaky-Nouvelle-Calédonie »*. Les mots sont forts, les accusations graves et la disqualification profonde d'un gouvernement français qui n'a pas su ni voulu préserver l'impartialité de l'État, favorisant le passage en force et la collusion avec les forces non indépendantistes les plus radicales.

La politique française menée en Nouvelle-Calédonie depuis 2021 et l'échec politique, sinon juridique, de la troisième consultation d'autodétermination apparaissent aujourd'hui comme un facteur profond de division et de tension qui provoque le chaos dans le pays. *« La France serait moins belle sans la Nouvelle-Calédonie »*, clamait Emmanuel Macron en 2018. Outre le caractère éminemment néo-impérial d'une telle affirmation, la Nouvelle-Calédonie apparaît surtout terriblement abîmée par la stratégie de la puissance administrante, pour reprendre les termes de l'ONU, et l'image de la France et de la République n'en sort pas grandie. Les représentants de l'État français, il y a maintenant trente-six ans, en signant les accords Matignon-Oudinot en 1988 et l'accord de Nouméa en 1998, sont apparus avoir enfin compris la complexité de l'histoire coloniale calédonienne et ses effets d'héritage. Ce qui les avait conduits à engager un processus de décolonisation par le haut en participant à un grand moment d'intelligence collective. Le contraste est aujourd'hui saisissant avec une majorité politique qui, au Sénat et à l'Assemblée nationale, n'a eu de cesse de nier le fait colonial, se revendiquant de la démocratie et de l'universalisme pour mieux défendre les intérêts de la «plus grande France». Dès juin 2021, dans le document explicatif du oui et du non à l'indépendance, s'affichait clairement la volonté d'opposer aux évidents bienfaits du maintien dans la République, rapidement évoqués, les risques et la promesse du pire de l'indépendance, longuement explicités. Étaient superbement ignorées les possibles options en termes d'une indépendance en partenariat que certaines voix défendent aujourd'hui.

> La crise actuelle met en lumière l'impasse dans laquelle se trouve la jeunesse kanak.

La crise profonde que traverse la Nouvelle-Calédonie met en lumière les insuffisances du statu quo maintenu pendant trente-six ans et tout particulièrement l'impasse dans laquelle se trouve une jeunesse kanak confrontée à un système économique et social dont une partie est largement exclue. Elle met aussi en lumière l'impasse politique actuelle dont le gouvernement français est largement responsable. Mais elle a aussi des effets révélateurs positifs révélant de nouvelles solidarités entre Calédoniens et peut-être un renouveau des options politiques susceptibles d'être débattues. ■

Comme Martin Luther King, il faut rêver d'un avenir de justice et de droit à exister pour le peuple kanak et un État associé à la France.



FRANÇOIS ROUX
Avocat honoraire, ancien chef du bureau de la défense au Tribunal spécial pour le Liban

Alors disons-le: la question de la Nouvelle-Calédonie relève du droit à l'autodétermination des peuples soumis à la colonisation et nullement d'une décision franco-française, fût-elle éclairée par la plus haute juridiction administrative nationale. J'ai fait un rêve pour Kanaky-Nouvelle-Calédonie…

Vu les préoccupations exprimées par plusieurs États du Pacifique et des Nations unies quant à la validité, au regard du droit international, du référendum du 12 décembre 2021 boycotté par le mouvement indépendantiste, vu les événements que vient de connaître le territoire suite à la tentative du gouvernement français de dégeler le corps électoral fixé par l'accord de Nouméa, vu enfin la « trajectoire de décolonisation » que doit mettre en œuvre la « puissance administrante » sous contrôle du Comité de décolonisation des Nations unies, les partis politiques signataires des accords Matignon et Nouméa se sont réunis et, réitérant leur volonté d'un destin commun, et d'un indispensable rééquilibrage, ils se sont entendus ce jour sur les points suivants:

Article 1 L'accord de Nouméa se poursuit dans tous ses aspects, notamment son préambule reconnaissant les ombres et les lumières de la colonisation, et les violences commises à l'égard du peuple kanak.

Article 2 Les principes actés à Nainville-les-Roches en 1983, reconnaissant les « victimes de l'histoire », demeurent.

Article 3 Les parties au présent « accord de Kanaky-Nouvelle-Calédonie » conviennent que, dans le respect et la poursuite de l'organisation institutionnelle mise en place par l'accord de Nouméa (provinces, gouvernement, congrès, corps électoral), Kanaky-Nouvelle-Calédonie devient un État indépendant – associé à la France pour une durée incompressible de cinquante ans.

Article 4 Avec le corps électoral de l'accord de Nouméa, un référendum sera proposé à la population de Kanaky-Nouvelle-Calédonie dans un délai maximal d'un an afin de valider le présent accord politique, qui, en cas de vote positif, constituera le socle de la Constitution du nouvel État associé.

Article 5 Le double drapeau, kanak et français, constitue l'emblème national du nouvel État associé.

Article 6 En contrepartie de la possibilité que cet accord donne à la France de maintenir sa présence et son influence dans la zone indo-pacifique, la France réitère l'engagement pris par elle dans l'accord de Nouméa de donner au territoire, nouvel État associé Kanaky-Nouvelle-Calédonie, les moyens économiques et financiers de son développement économique et son rééquilibrage.

Article 7 Le nouvel État deviendra membre à part entière de l'Organisation des Nations unies.

Article 8 Le Comité de décolonisation, d'une part, et le secrétaire général des Nations unies, d'autre part, sont chargés de superviser la bonne mise en œuvre de cet accord. Fait à Nouméa. *« Le possible paraît impossible… jusqu'à ce qu'il se réalise »*, a déclaré Nelson Mandela. ■

> Que Paris donne au territoire les moyens économiques et financiers de son développement.





120 jeunes pour 120 bougies

Une nouvelle génération de militants est venue fêter l'anniversaire de *l'Humanité* au siège du journal, samedi. L'occasion de tisser des liens avec un titre dont ils partagent les combats.

Dans le quartier Pleyel, à Saint-Denis, ce 1er juin, les bureaux endormis sont réveillés par les rires qui fusent de la bouche du métro. Parmi les 120 jeunes qui ont répondu à l'appel de la Société des lectrices et des lecteurs de l'Humanité (S2LH) à fêter les 120 ans du journal de Jaurès, deux tiers d'entre eux ont pris leur samedi pour venir souffler les bougies. À l'image de la dizaine d'amis du Maine-et-Loire ou de ceux de l'Isère, ces militants d'organisations de gauche, syndicales ou associatives (Jeunes écologistes, JOC, Unef, Union étudiante, Jeunes communistes, Jeunes CGT, etc.) souhaitent en savoir plus sur ce titre dont ils apprécient les partis pris.

La plupart ne sont pas abonnés. Pour échanger avec eux au siège de *l'Humanité*, une quinzaine de journalistes, photographes, chefs de service, rédacteurs en chef les accueillent. Après un rappel des marqueurs de l'histoire du journal, de sa fondation en 1904 à sa révolution numérique actuelle, les questions fusent dans l'amphithéâtre. *« Comment s'opère le choix des articles ? »* demande l'une ; *« Comment passe-t-on d'une tradition productiviste à l'écologie ? »* interroge un autre. De fil en aiguille, la discussion passe au crible les engagements du journal, de son identité communiste à la place qu'il accorde aux jeunes ouvriers, invisibilisés partout ailleurs.



La discussion passe au crible les engagements du journal, de son identité communiste à la place qu'il accorde au monde du travail.

Un thème revient en boucle : comment partager efficacement des informations avec les journalistes ? Sensibles aux injustices, ces jeunes militants pensent *l'Humanité* comme un outil pour leurs luttes et pour dénoncer ce qui les scandalise. D'où cet autre enjeu crucial à leurs yeux : comment préserver l'indépendance d'un *« journal de combat »*, à l'heure de la concentration de la presse entre les mains de milliardaires et des algorithmes de Google qui règnent sur les contenus en ligne ? *« Dans un contexte de recul de la lecture et du débat démocratique, on essaie de faire un journal aux informations solides, vérifiées, pour vous aider à argumenter »*, expose le directeur de *l'Humanité*, Fabien Gay, en alertant sur la menace de l'extrême droite sur le pluralisme et la liberté de la presse.

« C'était important que, pour les 120 ans du journal, on donne une place à la jeunesse, se félicite Hervé Bramy, le président de la Société des lectrices et des lecteurs de l'Humanité, qui tiendra samedi 8 juin son assemblée générale au siège du journal. *De nouveaux comités de la S2LH se créent, des jeunes prennent le relais : il faut poursuivre ce mouvement pour élargir le public jeune qui lit* l'Humanité. » Prochain rendez-vous, la rencontre, le vendredi 7 juin, avec la direction de La Poste, où la S2LH déposera les 3 000 pétitions recueillies pour améliorer le service aux abonnés.

BÉRÉNICE PASTELS

REPORTAGE PHOTO : JULIEN JAULIN/HANS LUCAS



